



CHAPITRE 60

Loi facilitant la conversion au système international d'unités (SI)
et à d'autres unités couramment utilisées

[Sanctionnée le 22 décembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 3 de la Loi du régime des eaux (Statuts refondus, S.R., c. 84,
1964, chapitre 84) est modifié par le remplacement du premier^{a. 3, mod.}
alinéa par le suivant:

«**3.** Toute vente, cession ou aliénation définitive de force^{Vente,}
hydraulique faisant partie du domaine public et possédant une^{etc.,}
puissance naturelle de deux cent vingt-cinq kilowatts ou plus au^{prohibée.}
débit ordinaire de six mois est prohibée.»

Art. 2

L'article 18 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**18.** L'expropriation en vertu de la présente section ne peut
avoir lieu qu'au bénéfice d'une force hydraulique d'une puissance
naturelle et moyenne d'au moins cent cinquante kilowatts et suf-
fisamment considérable pour pourvoir à des fins industrielles, et
ne doit, en aucun cas, être exercée au préjudice d'une industrie
déjà établie ou d'un aqueduc alimentant en tout ou en partie une
municipalité.»

S.R., c. 84,
a. 18,
rempl.

Limitation.

Art. 3

L'article 54 de ladite loi est modifié par le remplacement du^{S.R., c. 84,}
premier alinéa par le suivant:^{a. 54, mod.}

Précau-
tions.

«**54.** Tout propriétaire de billes ou autres bois de commerce, qui en opère ou fait opérer la descente sur les rivières flottables de cette province, doit placer un nombre suffisant d'hommes à chaque pont construit à un mètre ou moins de un mètre au-dessus de la ligne des eaux hautes, par où doit passer ledit bois, et prendre toutes autres précautions nécessaires pour empêcher les dommages qui peuvent être causés.»

Art. 4

S.R., c. 84,
a. 62, mod.

L'article 62 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Limitation.

«L'expropriation en vertu du présent article ne peut avoir lieu que pour la construction et le maintien d'un ouvrage destiné, seul ou avec d'autres ouvrages, à alimenter une chute ou un rapide d'une puissance naturelle moyenne d'au moins cent cinquante kilowatts, ou un aqueduc pour fins domestiques ou industrielles, et ne doit, en aucun cas, être exercée au préjudice d'une industrie déjà établie, d'un aqueduc alimentant, en tout ou en partie, une municipalité, ou d'un privilège accordé par une loi particulière.»

Art. 5

S.R., c. 84,
a. 68, mod.

L'article 68 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Restrictions.

«Les dispositions des paragraphes *a* et *b* ne s'appliquent pas aux corporations municipales, ni aux coopératives d'électricité formées en vertu de la Loi de l'électrification rurale (1945, chapitre 48), ni à un organisme agissant comme agent de la couronne, ni au détenteur ou propriétaire de forces hydrauliques d'une puissance naturelle de moins de sept mille cinq cents kilowatts au débit ordinaire de six mois.»

Art. 6

S.R., c. 85,
a. 6, remp.

L'article 6 de la Loi de l'exportation de l'énergie électrique (Statuts refondus, 1964, chapitre 85) est remplacé par le suivant:

Suspension
de la
prohi-
bition.

«**6.** Nonobstant toute disposition prohibant l'exportation en dehors du Canada de l'énergie électrique, contenue, aux termes de l'article 1 de la présente loi, dans une vente, un bail ou une concession relatifs à des forces hydrauliques appartenant à la province ou dans lesquelles elle a des droits de propriété ou autres, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil pour la ou les périodes de temps qu'il fixe et aux termes et conditions qu'il détermine,

de suspendre l'effet de cette prohibition, pourvu toutefois que la quantité d'énergie électrique, dont l'exportation pourra être ainsi autorisée, ne dépasse pas en tout deux cent vingt-cinq mille kilowatts, et pourvu aussi que le prix de vente de l'énergie électrique ainsi exportée ne soit pas inférieur à celui pour lequel elle est vendue dans la province de Québec.»

Art. 7

L'article 7 de ladite loi est modifié par le remplacement du S.R., c. 85, a. 7, mod. paragraphe 3 par le suivant:

«3. Cependant, si la quantité d'énergie électrique ne dépasse Exception. pas cinquante deux mille kilowatts, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, en autoriser l'exportation ou le transport.»

Art. 8

L'article 1 de la Loi de la vente du métal brut (Statuts refon- S.R., c. 90, a. 1, mod. dus, 1964, chapitre 90) est modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

«1° De minerais dont la valeur excède cinquante cents le kilogramme;».

Art. 9

L'article 4 de ladite loi est modifié par le remplacement du Id., a. 4, mod. paragraphe 2° par le suivant:

«2° À celui qui vend moins de cent grammes de métal brut par mois.»

Art. 10

L'article 21 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus, S.R., c. 92, a. 21, mod. 1964, chapitre 92), modifié par l'article 6 du chapitre 28 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

«**21.** Dans aucun cas, cependant, et pour aucune telle fin, Étendue des concessions. aucune concession ne peut excéder quatre hectares, si ce n'est pour une ferme modèle ou industrielle, pour la construction d'une chapelle, d'une église, d'un établissement d'enseignement, d'un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48), d'un dépotoir, d'un bassin de

sédimentation des eaux vannes ou d'un cimetière, dans lesquels cas elle ne peut excéder quarante hectares.

Église, etc.

S'il s'agit de la construction d'une chapelle ou d'une église, ou de l'érection d'un cimetière, la concession ne doit pas être de plus de vingt hectares dans une paroisse, s'il y a dans cette paroisse, à l'époque de la concession, une dénomination religieuse assez nombreuse pour pouvoir en profiter, et de quarante hectares à être répartis entre les différentes dénominations religieuses, quand il y en a plus d'une assez nombreuse pour en jouir.»

Art. 11

S.R., c. 92,
a. 22, mod.

L'article 22 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Conces-
sions aux
frontières.

«**22.** Toute vente ou concession d'un terrain public adjacent à la ligne frontière entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, ou aux lignes interprovinciales entre la province de Québec et les provinces d'Ontario et du Nouveau-Brunswick, faite ou consentie après le 15 février 1924, comporte de plein droit en faveur de la couronne, la réserve de droit de propriété de la partie de ce terrain située à moins de dix-huit mètres et deux cent quatre-vingt huit millièmes de l'une quelconque de ces lignes, et de plus, l'interdiction d'ériger ou de faire sur cette partie de terrain des bâtiments ou travaux quelconques, sauf l'exception ci-après.»;

Idem.

b) par l'addition, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant:
«La réserve visée au premier alinéa est de dix-huit mètres dans le cas d'une vente ou concession faite ou consentie après le 22 décembre 1977.»

Art. 12

S.R., c. 92,
titre,
Part. II,
sec. IIa,
rempl.

Le titre de la section IIa de la Deuxième Partie de ladite loi, édicté par l'article 83 du chapitre 58 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

«DE LA RÉSERVE EN BORDURE DES RIVIÈRES ET DES LACS».

Art. 13

Id., a. 41a,
mod.

L'article 41a de ladite loi, édicté par l'article 83 du chapitre 58 des lois de 1969, est modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

Réserve de
trois
chaines.

«**41a.** Depuis le 1^{er} juin 1884, les ventes, concessions et les octrois gratuits des terres publiques sont sujets à une réserve,

en pleine propriété en faveur du domaine public du Québec, de soixante mètres et trois cent cinquante millièmes en profondeur des terres bordant les rivières et les lacs non navigables du Québec.

À compter du 1^{er} janvier 1970, les ventes, concessions et les octrois gratuits des terres publiques sont sujets à une réserve, en pleine propriété en faveur du domaine public du Québec, de soixante mètres et trois cent cinquante millièmes en profondeur des terres bordant toutes les rivières et tous les lacs du Québec.

Réserve de
trois
chaînes.

À compter du 22 décembre 1977, les ventes, concessions et les octrois gratuits des terres publiques sont sujets à une réserve en pleine propriété en faveur du domaine public du Québec, de soixante mètres en profondeur des terres bordant toutes les rivières et tous les lacs du Québec.»

Idem.

Art. 14

L'article 66 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R., c. 92,
a. 66,
rempl.

«**66.** L'étendue de ces terres publiques ne doit pas excéder, en totalité, une superficie de cent trente-trois mille cinq cent cinquante hectares.»

Superficie.

Art. 15

L'article 91 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R., c. 92,
a. 91,
rempl.

«**91.** Tout le bois coupé sans permis, à une distance n'excédant pas seize kilomètres des lignes frontières qui séparent cette province des États-Unis, ou de celles la séparant des provinces avoisinantes, peut, dès qu'il a été constaté qu'il a été coupé en contravention avec la loi, et après que la saisie régulière en a été faite, être vendu immédiatement par la personne dûment autorisée à cet effet, laquelle n'est pas tenue pour cela à l'avis ni au délai voulus dans des circonstances analogues pour toute autre partie de la province.»

Coupe
illégal
près des
frontières.

Art. 16

L'article 95 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 37 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

S.R., c. 92,
a. 95, mod.

«**95.** Toutefois le ministre des terres et forêts est autorisé à délivrer, sans enchère publique et sans avis préalable, des permis

Permis
spéciaux.

spéciaux valides pour une période n'excédant pas cinq ans à compter de la date où ils sont délivrés, pour la coupe de bois sur des terres publiques vacantes pour un volume n'excédant pas annuellement huit mille cinq cents mètres cubes par permis, moyennant le paiement des droits annuels de coupe et suivant les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur et par l'arrêté en conseil autorisant la délivrance d'un tel permis spécial.

Augmen-
tation du
volume.

Le volume peut être porté à vingt-huit mille trois cents mètres cubes lorsque les bois coupés sont destinés à être débités dans une scierie dont l'exploitation est économiquement nécessaire à une localité voisine.»

Art. 17

S.R., c. 92,
a. 97,
remp.
Conces-
sions
autorisées.

L'article 97 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**97.** 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à concéder aux petits industriels, pour leurs exploitations forestières, des terres boisées du domaine de la couronne, au prix minimum de deux cents dollars par kilomètre carré et aux autres conditions qu'il juge opportun de fixer.

Super-
ficie.

2. La superficie du domaine concédé ne doit pas excéder en totalité cinq mille deux cents kilomètres carrés, ni cent trente kilomètres carrés par concessionnaire.»

Art. 18

S.R., c. 92,
a. 104,
remp.
Expor-
tation
illégal.

L'article 104 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**104.** Toute personne qui exporte des bois coupés sur les terres de la couronne, contrairement à la loi ou aux règlements, est passible d'une amende de deux dollars et soixante-quinze par mètre cube apparent de bois exporté et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas moins de trente jours et de pas plus d'un an.»

Art. 19

S.R., c. 92,
a. 116,
remp.
Réserves
spéciales.

L'article 116 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**116.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la proposition du ministre des terres et forêts, peut établir des réserves forestières spéciales pour des colonies forestières. Toutes les dispositions relatives aux réserves cantonales s'appliquent à ces réserves, tant pour leur établissement que pour leur administration; mais le

permis de coupe maximum par année, pour chaque colon établi dans une colonie de cette nature, est de vingt-cinq mètres cubes apparents de bois à pulpe ou de cent quinze mètres cubes de bois de sciage.»

Art. 20

L'article 117 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R., c. 92,
a. 117,
rempl.

«**117.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque fois qu'il le juge à propos, sur recommandation du ministre des terres et forêts, réserver, sur les terres de la couronne, une zone de soixante mètres de largeur de chaque côté de toute rivière à saumon qui est ou peut être affermée par la province, dans laquelle aucun arbre ne peut être coupé sans un permis spécial du ministre des terres et forêts. Cette réserve ne s'applique qu'à la partie des rivières principales où circule le saumon et ne s'applique pas à leurs tributaires.»

Zones
réservées.

Art. 21

L'article 118 de ladite loi est modifié:

S.R., c. 92,
a. 118,
mod.

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**118.** Toute coupe de bois faite dans cette zone de soixante mètres, sans l'autorisation requise en vertu de l'article 117, est une infraction aux présentes dispositions et rend celui qui la commet passible des peines édictées par l'article 87.»;

b) par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Dans le cas de terrains immergés par suite de construction de barrages, la zone de soixante mètres commence à la limite du terrain où les arbres ont péri en conséquence de l'immersion.»

Immer-
sion.

Art. 22

L'article 129 de ladite loi, remplacé par l'article 44 du chapitre 28 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

S.R., c. 92,
a. 129,
mod.

«3. Le présent article s'applique de plus à tout propriétaire de forêt privée d'au moins huit cents hectares d'un seul tenant et, si le ministre le juge à propos, à tout propriétaire de forêt privée, quelle que soit l'étendue de cette forêt.»

Appli-
cation.

Art. 23

S.R., c. 92,
a. 140,
remp.

L'article 140 de ladite loi, modifié par l'article 53 du chapitre 28 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Bois
déposé le
long d'un
chemin de
fer.

«**140.** Toute personne ou compagnie qui dépose du bois dans le voisinage ou le long de l'emprise du droit de passage d'une voie ferrée, doit se conformer aux instructions et règlements du ministère des terres et forêts relatifs à la protection des forêts, spécialement en ce qui concerne le nettoyage du terrain, l'enlèvement des écorces, copeaux, billes et de toutes autres matières inflammables laissés sur le sol à une distance maximum de quatre-vingt-dix mètres du centre de la voie ferrée.»

Art. 24

S.R., c. 92,
a. 141,
mod.

L'article 141 de ladite loi, modifié par l'article 54 du chapitre 28 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Débris près
des voies
ferrées.

«**141.** Les porteurs de permis de coupe de bois sur des terres publiques voisines d'un terrain sur lequel un droit de passage est exercé pour les fins d'une compagnie de chemin de fer sont tenus de faire disparaître tous les débris de la forêt résultant de leurs opérations sur une profondeur de trente mètres à partir de la ligne de démarcation du droit de passage.»;

b) par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

Forêts
privées.

«La même charge, avec les mêmes conséquences, incombe à toute personne intéressée, soit comme propriétaire, soit comme titulaire de droits de coupe dans les forêts privées d'une étendue de huit cents hectares, si le ministre juge la chose nécessaire.»

Art. 25

S.R., c. 92,
a. 164,
remp.

L'article 164 de ladite loi, remplacé par l'article 124 du chapitre 50 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

Évaluation
de terrains
reboisés.

«**164.** Tant qu'on y conserve au moins sept cent quarante arbres par hectare, les terrains reboisés, sauf ceux qui sont situés dans une municipalité de cité, de ville ou de village, gardent, et ce, durant trente ans, l'évaluation qu'ils avaient avant la plantation; à l'expiration de cette période de trente ans, l'évaluation municipale de ces plantations, pourvu qu'elles restent à l'état de forêt, ne peut être modifiée que tous les dix ans.»

Art. 26

L'article 2 de la Loi de la sécurité dans les édifices publics S.R., c. 149, a. 2, remp. (Statuts refondus, 1964, chapitre 149), modifié par l'article 26 du chapitre 22 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant:

«**2.** Les mots «édifices publics» employés dans la présente loi «Édifices publics» désignent les églises, les chapelles, ou les édifices qui servent d'églises ou de chapelles, les monastères, les noviciats, les maisons de retraites, les séminaires, les collèges, les couvents, les maisons d'école, les jardins d'enfance, les garderies, les crèches et ouvroirs, les orphelinats, les patronages, les colonies de vacances, les hôpitaux, les cliniques, les maisons de convalescence ou de repos, les asiles, les refuges, les hôtels, les maisons de logement de dix chambres ou plus, les maisons de rapport de plus de deux étages et de huit logements, les clubs, les cabarets, les cafés-concerts, les music-halls, les cinémas, les théâtres ou les salles utilisées pour des fins similaires, les ciné-parcs, les salles de réunions publiques, de conférences, de divertissements publics, les salles municipales, les édifices utilisés pour les expositions, les foires, les kermesses, les estrades situées sur les champs de course ou utilisées pour des divertissements publics, les arènes de lutte, de boxe, de goudet ou utilisées pour d'autres sports, les édifices de plus de deux étages utilisés comme bureaux, les magasins dont la surface de plancher excède trois cents mètres carrés, les gares de chemin de fer, de tramway, ou d'autobus, les bureaux d'enregistrement, les bibliothèques, musées et bains publics.»

Art. 27

L'article 14 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 149,
a. 14,
remp.

«**14.** Lorsque les fenêtres ou autres issues donnant sur les Gradins. escaliers de sauvetage sont à plus de six cents millimètres de hauteur du plancher, des gradins doivent être établis pour permettre aux occupants d'atteindre facilement ces issues.»

Art. 28

L'article 17 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 149,
a. 17,
remp.

«**17.** Tout bâtiment érigé ou modifié depuis le 25 avril 1908 Théâtres. pour servir de théâtre, pour des représentations de drame ou d'opéra, ou pour d'autres fins semblables nécessitant l'usage d'une scène avec décors mobiles, rideaux et machines, doit être un bâtiment de première classe, c'est-à-dire construit à l'épreuve du feu, à la satisfaction de l'inspecteur, et la plus haute partie du

plancher principal de la salle ne doit pas être de plus de deux mètres et un dixième au-dessus du niveau de la rue ou pavé sur lequel les portes de sortie se trouvent.»

S.R.,
c. 149,
a. 21,
remp.

Art. 29

L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Scène.

«**21.** La scène de tout théâtre doit être séparée de l'enceinte réservée aux spectateurs par un mur en brique de pas moins de quatre cents millimètres d'épaisseur, et ce mur doit s'étendre sur toute la hauteur et la largeur du bâtiment et à six cents millimètres au-dessus du toit.»

S.R.,
c. 149,
a. 22,
remp.

Art. 30

L'article 22 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Ventila-
teurs.

«**22.** L'ouverture pour le rideau, dans tout théâtre, doit être pourvue d'un rideau de matériaux incombustibles approuvé par l'inspecteur et glissant à chaque extrémité dans des rainures solidement assujetties dans le mur de brique, et entrant dans ces rainures pas moins de cent cinquante millimètres de chaque côté. Ce rideau doit être levé au commencement et baissé à la fin de chaque représentation. Il doit aussi être mû au moyen d'un mécanisme approuvé.»

S.R.,
c. 149,
a. 24,
remp.

Art. 31

L'article 24 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Boyaux.

«**24.** Au moins deux tuyaux à incendie de cent millimètres doivent être installés sur la scène de chaque théâtre, avec tous les boyaux et les lances nécessaires raccordés auxdits tuyaux, au niveau de la scène, de chaque côté, et l'eau doit être tenue en circulation dans les tuyaux tout le temps que le théâtre est occupé par un auditoire. L'inspecteur a le pouvoir d'ordonner tous autres appareils qu'il peut juger convenables pour protéger contre le feu.»

Art. 32

S.R.,
c. 156,
a. 16,
remp.

L'article 16 de la Loi des appareils sous pression (Statuts refondus, 1964, chapitre 156) est remplacé par le suivant:

Vérifi-
cation
avant
usage.

«**16.** L'installation de tout appareil sous pression dans les édifices publics et les établissements industriels doit être vérifiée

par un inspecteur avant que cet appareil ne soit utilisé. L'installation de tout appareil frigorifique mettant en oeuvre plus de dix kilogrammes de réfrigérant doit être ainsi vérifiée en quelque lieu qu'elle soit faite.

Tous les appareils sous pression installés dans les édifices publics et les établissements industriels doivent être inspectés annuellement par un inspecteur ou un mécanicien de machines fixes dûment qualifié pour ce genre de travail et autorisé par l'inspecteur en chef. Cette inspection est requise pour tout appareil frigorifique actionné par un moteur d'une puissance de plus de trois kilowatts en quelque lieu qu'il soit installé.» Inspection annuelle.

Art. 33

L'article 2 de la Loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts S.R., refondus, 1964, chapitre 157) est modifié: c. 157, a. 2, mod.

a) par le remplacement du sous-paragraphe c du paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant:

«c) Les moteurs fixes, à combustion interne, de plus de vingt kilowatts;»;

b) par le remplacement du sous-paragraphe d du paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant:

«d) Les appareils frigorifiques actionnés par des moteurs d'une puissance totale excédant vingt kilowatts;»;

c) par le remplacement du paragraphe b du deuxième alinéa du paragraphe 1° par le suivant:

«b) Les chaudières dont la soupape de sûreté est réglée à une pression n'excédant pas cent trois kilopascals et dont la puissance n'excède pas sept cent cinquante kilowatts et la surface de chauffe, cent mètres carrés;»;

d) par le remplacement du paragraphe c du deuxième alinéa du paragraphe 1° par le suivant:

«c) Les chaudières utilisées ailleurs que sur un chantier de construction et dont la soupape de sûreté est réglée à une pression supérieure à cent trois kilopascals, mais dont la puissance n'excède pas cent cinquante kilowatts et la surface de chauffe, vingt mètres carrés;».

Art. 34

L'article 244 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) est remplacé par le suivant: S.R., c. 235, a. 244, remp.

«**244.** Les commissaires ou les syndics d'écoles, selon le cas, peuvent aussi, chaque année avec l'autorisation ou sur l'ordre Exemptions.

du ministre, exempter des contributions scolaires tout contribuable demeurant à plus de huit kilomètres de l'école de sa croyance religieuse la plus rapprochée, pourvu qu'il n'y envoie pas ses enfants. Cette disposition ne s'applique pas aux propriétaires de lots non occupés.»

Art. 35

S.R.,
c. 235,
a. 274,
mod.

L'article 274 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° Tout enfant âgé de moins de dix ans et résidant à une distance de plus de trois kilomètres, par le chemin le plus court, de l'école publique la plus rapprochée à laquelle il a droit d'être admis, de même que tout enfant qui réside à plus de cinq kilomètres, par le chemin le plus court, de l'école publique la plus rapprochée à laquelle il a droit d'être admis, si dans l'un et l'autre cas, la commission scolaire ne pourvoit pas au transport gratuit des enfants à l'école.»

Art. 36

S.R.,
c. 237,
a. 11, mod.

L'article 11 de la Loi des subventions aux commissions scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 237), remplacé par l'article 1 du chapitre 70 des lois de 1965 (1^{re} session), modifié par l'article 103 du chapitre 55 des lois de 1972 et modifié par l'article 30 du chapitre 45 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 par le suivant:

«*a*) dans une municipalité de cité ou de ville et que la distance de la résidence des élèves à l'école est de mille six cents mètres ou plus;».

Art. 37

S.R.,
c. 276,
a. 3, remp.

L'article 3 de la Loi de la mainmorte (Statuts refondus, 1964, chapitre 276) est remplacé par le suivant:

Corporation sans but lucratif.

«3. Aucune telle corporation, formée dans le but de promouvoir les arts, les sciences, la religion, les institutions de charité, ou toute autre fin semblable, ne comportant pas un but d'intérêt de la part de la compagnie ou des actionnaires individuellement ne peut posséder, sans le consentement du lieutenant-gouverneur exprimé en conseil, plus de quatre hectares et cinq centièmes de terre; mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par licence

émise sous le sceau du secrétaire de la province, autoriser toute telle corporation à posséder des terres en telle étendue et sujettes à telles conditions qu'il juge à propos.»

Art. 38

L'article 66 de la Loi des compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (Statuts refondus, 1964, chapitre 285) est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 285,
a. 66,
remp.

«**66.** Lorsqu'une compagnie a posé les tuyaux principaux pour fournir le gaz ou l'eau, dans ou à travers quelqu'une des rues ou places publiques d'une municipalité, nulle autre personne ou corporation ne peut, sans le consentement de la compagnie, ni sans lui avoir payé l'indemnité convenue, poser aucun tuyau principal pour fournir le gaz ou l'eau, à moins de cent quatre-vingt deux centimètres de distance des premiers, ou s'il n'est pas possible d'ouvrir des tranchées en dehors de cent quatre-vingt-deux centimètres pour y déposer les tuyaux principaux, alors cette distance de cent quatre-vingt-deux centimètres doit être maintenue autant que faire se peut.»

Protection
des tuyaux.

Art. 39

L'article 77 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 285,
a. 77,
remp.

«**77.** S'il est jugé nécessaire ou convenable de conduire quelques-uns des tuyaux, ou de faire quelque ouvrage sur les terres d'une personne, situées dans un rayon de seize kilomètres d'une municipalité pour l'approvisionnement de laquelle la compagnie est constituée en corporation, et qu'elle ne puisse obtenir le consentement de telle personne, la compagnie peut procéder à l'expropriation.»

Expro-
priation.

Art. 40

L'article 9 de la Loi des chemins de fer (Statuts refondus, 1964, chapitre 290), modifié par l'article 104 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

S.R.,
c. 290,
a. 9, mod.

a) par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant:

«6° Tracer, construire, faire, compléter, changer et réparer un chemin de fer ou d'acier (dont la largeur doit être de cent quarante-trois centimètres et demi), en y employant comme force motrice la vapeur ou l'électricité, ou la pression de l'atmosphère, les animaux ou les forces mécaniques, ou toute combinaison de ces

Construire
un chemin
de fer;

différentes forces autorisée par la charte, avec double ou simple voie en fer ou en acier; et ledit chemin de fer ou toute partie du chemin, en tant qu'il est exploité par l'électricité ou par une autre force que la vapeur, peut être établi le long des et sur les grands chemins selon l'autorisation donnée par les règlements des corporations respectives ayant juridiction sur ces chemins, et sujet aux restrictions et dispositions contenues dans lesdits règlements et dans la présente loi, et conformément et sujet à toutes conventions entre la compagnie et les conseils desdites corporations et entre la compagnie et lesdites compagnies (s'il y en a) ayant des intérêts dans ces grands chemins; et la compagnie peut faire et conclure toutes conventions avec toute corporation municipale ou compagnie de chemin quant aux termes de l'occupation de toute rue ou de tout grand chemin, sujet aux dispositions et conditions contenues dans la présente loi, dans le Code municipal, dans la Loi des cités et villes (chap. 193) ou dans la charte de la ville qui y est intéressée;»

b) par le remplacement du paragraphe 15° par le suivant:

Acheter
des parcs;

«15° Acheter, louer ou acquérir par donation et vendre, louer, aliéner ou hypothéquer tous terrains ou bâtiments destinés, nécessaires ou propres à tout parc ou terrain d'amusements, n'excédant pas quarante hectares dans la même municipalité, et améliorer et disposer ces terrains comme parcs ou lieux de promenade publique, et faire et conclure, à ce sujet, tous arrangements avec les corporations municipales des municipalités où ils se trouvent situés en tout ou en partie; mais aucune des dispositions contenues dans le présent paragraphe n'entre en vigueur ou n'a d'effet à moins que le conseil municipal de la municipalité dans laquelle se trouvent situés les terrains que la compagnie se propose d'acquérir, n'ait déclaré, par un règlement, qu'il consent à l'acquisition des terrains par la compagnie, conformément au présent paragraphe et pour les fins qui y sont mentionnées;»;

c) par le remplacement du paragraphe 18° par le suivant:

Enlever
les arbres;

«18° Abattre et enlever les arbres dans les bois, les terrains ou forêts où passe le chemin, jusqu'à distance de trente cinq mètres de chaque côté de la ligne;»;

d) par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 21° par le suivant:

Construire
des em-
branchement;

«21° Toute compagnie de chemin de fer peut, chaque fois qu'un règlement sanctionnant la construction a été passé par le conseil municipal de la municipalité dans les limites de laquelle l'embranchement projeté doit être situé, construire un ou des embranchements n'excédant pas dix kilomètres de longueur, à partir de tout terminus ou de toute gare de son chemin;»;

e) par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 22° par le suivant:

«22° Dans le but de relier une cité, une ville, un village, une manufacture, une mine, ou toute carrière de pierre ou d'ardoise, un puits ou une source, avec la ligne principale du chemin de fer de la compagnie, ou avec quelqu'un de ses embranchements, ou avec un chemin de fer exploité ou loué par la compagnie, ainsi que dans le but d'accroître les facilités données au commerce, ou de transporter les produits de ces manufacture, mine, carrière, puits ou source, la compagnie peut établir, faire et construire, exploiter et utiliser des voies d'évitement, voies latérales ou embranchements n'excédant, en aucun cas, dix kilomètres de longueur; mais cette compagnie ne peut entreprendre le tracé ou la construction d'une ligne d'embranchement de plus de quatre cents mètres de longueur, en vertu du présent article, avant qu'avis public ait été donné pendant six semaines, dans quelque journal publié dans les comtés à travers lesquels cette ligne d'embranchement doit être faite, énonçant que c'est l'intention de la compagnie de demander au lieutenant-gouverneur en conseil de sanctionner la construction de cette ligne d'embranchement, et d'exproprier les terrains nécessaires à cette fin, en vertu des pouvoirs compulsoires qui lui sont donnés par la présente loi ou toute autre loi la concernant; — ni avant que la compagnie ait, avant la première publication de cet avis, déposé au bureau d'enregistrement de la cité, du comté ou de la partie du comté dans lequel cette ligne ou partie de ligne doit être construite, la carte et les plans indiquant le tracé de la ligne; — ni avant que la compagnie ait soumis cette carte et ces plans au lieutenant-gouverneur en conseil, et qu'ils aient été approuvés par lui après la dernière publication de l'avis; — et ni avant que l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, approuvant la carte et les plans, limite le délai pour construire cette ligne d'embranchement qui ne doit pas être de plus de deux ans de la date de cet arrêté;».

Art. 41

L'article 69 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 290,
a. 69,
remp.

«69. Les locomotives de chemin de fer, moteurs, wagons ou voitures ne doivent pas traverser la partie populeuse d'une cité, d'une ville ou d'un village, à une vitesse de plus de dix kilomètres par heure, à moins que la voie n'ait de clôtures convenables.»

S.R.,
c. 290,
a. 69,
remp.

Art. 42

L'article 72 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 290,
a. 72,
remp.

Animaux
errants.

«**72.** Il est défendu de laisser errer sur un grand chemin, dans les limites de huit cents mètres du point d'intersection de ce grand chemin et du chemin de fer de niveau, tout cheval, mouton, cochon ou autre bétail, à moins que ces animaux ne soient sous la charge de quelque personne tenue de les empêcher d'errer ou de s'arrêter à l'intersection d'un chemin de fer.»

Art. 43

S.R.,
c. 290,
a. 86,
remp.

L'article 86 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Déviation.

«**86.** Aucune déviation de plus de mille six cents mètres du tracé du chemin de fer ou de la position qui lui est assignée sur la carte ou le plan et dans le livre de renvoi, ou par les plans et profils, n'a lieu dans, à travers, sous ou sur aucune autre partie des terrains non indiquée sur la carte ou le plan et dans le livre de renvoi, ou les plans ou profils, ou à la distance de moins de mille six cents mètres du tracé et de la position, sauf dans les cas prévus par la charte.»

Art. 44

S.R.,
c. 290,
a. 89, mod.

L'article 89 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Largeur
du terrain
susceptible
d'exprop-
riation.

«**89.** 1. L'étendue des terrains qui peut être prise sans le consentement du propriétaire, ne doit pas excéder trente mètres de largeur, excepté dans les endroits où le chemin de fer est élevé de plus de cent cinquante-deux centimètres au-dessus, ou abaissé de plus de cent cinquante-deux centimètres au-dessous de la surface de la ligne, ou aux endroits où il est établi des doubles voies ou érigé des gares, dépôts ou autres ouvrages, ou livré des marchandises, et alors, pas plus de deux cent vingt-huit mètres de longueur sur cent trente-sept mètres de largeur, ne peuvent être prises sans le consentement de la personne autorisée à faire la cession des terrains.»

Art. 45

S.R.,
c. 290,
a. 130,
mod.

L'article 130 de ladite loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Niveau
du rail.

«Dans aucun cas, le rail n'est considéré comme une obstruction, s'il ne s'élève pas au-dessus ou ne s'abaisse pas au-dessous du niveau du grand chemin de plus de vingt-cinq millimètres.»

Art. 46

L'article 131 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 290,
a. 131,
remp.

«**131.** Lorsqu'un chemin de fer traverse une grande route sans passer au-dessus de celle-ci par un pont, ou au-dessous au moyen d'un tunnel ou d'un pont, soit que le niveau de la grande route reste tel qu'il était ou qu'il soit élevé ou abaissé pour se conformer à la rampe du chemin de fer, le dessus des rails ne doit, lorsque le croisement est terminé, ni s'élever au-dessus ni s'abaisser au-dessous du niveau de la grande route de plus de vingt-cinq millimètres.»

Passages
à niveau.

Art. 47

L'article 132 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 290,
a. 132,
remp.

«**132.** 1. L'arche de tout pont construit pour le passage du chemin de fer sur ou à travers un grand chemin, doit avoir et continuer d'avoir, en tout temps, une largeur et ouverture libres de six mètres au moins, et une hauteur de trois mètres et demi au moins, entre la surface du chemin et le centre de l'arche.»

Hauteur
et largeur
des
passages
inférieurs.

2. La descente sous le pont ne doit pas excéder trente centimètres par six mètres.»

Descente.

Art. 48

L'article 133 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 290,
a. 133,
remp.

«**133.** La montée des ponts construits pour le passage des grands chemins au-dessus du chemin de fer, ne doit pas être de plus de trente centimètres par six mètres en sus de la rampe naturelle du chemin, et il doit être construit de chaque côté du pont, une bonne clôture, qui doit avoir au moins cent vingt centimètres d'élévation au-dessus du niveau du pont.»

Montée.

Art. 49

L'article 134 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 290,
a. 134,
remp.

«**134.** 1. À l'égard de tout pont ou autre ouvrage en dessus fait sur un chemin de fer pour le passage d'un grand chemin, s'il devient nécessaire de refaire ce pont ou cet autre ouvrage ou d'y faire de grosses réparations, les poutres ou pièces inférieures de la superstructure du pont ou autre ouvrage, ainsi que ses abords, doivent être faits ou refaits aux frais de la compagnie du chemin

Hauteur
des
passages
supérieurs.

de fer, ou de la municipalité ou autre propriétaire de ce pont ou de cet autre ouvrage, selon le cas, et doivent toujours être maintenus à une élévation suffisante de la surface des rails, pour laisser une hauteur libre d'au moins deux mètres, entre le dessus des plus hauts wagons à marchandises, circulant alors sur la voie, et le dessous des poutres ou pièces inférieures dudit pont ou de tel autre ouvrage.

Exhaussement.

2. Toute compagnie de chemin de fer, avant d'employer ensuite des wagons à marchandises plus hauts que ceux circulant sur son chemin, à l'époque de la construction ou reconstruction ou la confection de grosses réparations dudit pont ou de tel ouvrage, doit, après avoir obtenu le consentement de la municipalité ou des propriétaires de ce chemin, de ce pont ou de cet ouvrage, exhausser ce pont ou cet ouvrage ainsi que ses abords, si la chose est nécessaire, à ses frais et dépens, de manière à laisser une hauteur libre d'au moins deux mètres entre le dessus des wagons à marchandises les plus hauts qu'elle veut employer et le dessous des poutres ou pièces inférieures du pont ou de l'ouvrage.»

Art. 50

S.R.,
c. 290,
a. 135,
mod.

L'article 135 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Enseignes
aux
passages à
niveau.

«**135.** 1. Des enseignes doivent être placées et maintenues en travers ou s'avancant au-dessus du grand chemin, à chaque endroit où il est traversé de niveau par le chemin de fer, à une hauteur suffisante pour qu'il y ait quatre cent quatre-vingt-sept centimètres entre le grand chemin et le bord inférieur des enseignes sur lesquelles doivent être peints de chaque côté les mots «traverse de chemin de fer», en lettre de quinze centimètres au moins de longueur.»

Art. 51

S.R.,
c. 290,
a. 138,
mod.

L'article 138 de ladite loi, modifié par l'article 108 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du sous-paragraphe c du paragraphe 1 par le suivant:

«c) La compagnie de chemin de fer doit aussi, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné, par le conseil municipal, tenir, à ses frais, libre et en bon état de réparation la partie des rues qui se trouve entre les rails et quarante-cinq centimètres de chaque côté des rails; et, à défaut, le conseil peut faire faire ces travaux aux frais de la compagnie;»;

b) par le remplacement du sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 par le suivant:

«*e*) Aucun wagon ou convoi ne doit être conduit sur la partie fréquentée d'un grand chemin à une vitesse plus grande que quinze kilomètres par heure;».

Art. 52

L'article 141 de ladite loi, modifié par l'article 110 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Ces taux de transport peuvent être pour le parcours entier ou pour une certaine partie du parcours de la voie ferrée; mais ils sont toujours, dans des conditions et circonstances essentiellement semblables, exigés également de toutes personnes, d'après le même tarif, soit à la masse soit par kilomètre ou autrement relativement à tout trafic de même genre et aux transports effectués par la même espèce de wagons passant sur la même partie de la voie ferrée; et il n'est fait aucune réduction ni augmentation de ces taux, directement ni indirectement, soit en faveur, soit au détriment d'aucune compagnie ou d'aucun particulier voyageant sur le chemin de fer ou s'en servant.»

Art. 53

L'article 150 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**150.** 1. Les péages à percevoir de chaque passager, par une compagnie de chemin de fer à traction électrique, ne doivent pas excéder cinq centins pour une distance ne dépassant pas cinq kilomètres, et, lorsque la distance excède cinq kilomètres, ils ne doivent pas excéder deux centins par kilomètre ou fraction de kilomètre pour la distance réellement parcourue. Les enfants âgés de moins de dix ans doivent être transportés moyennant trois centins par cinq kilomètres, et à moitié prix pour toute distance additionnelle, mais les enfants portés dans les bras doivent, dans tous les cas, être transportés gratuitement.»

Art. 54

L'article 153 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**153.** 1. Les fractions de distance sur lesquelles les effets ou les voyageurs sont transportés sur le chemin de fer sont considérées, dans tous les cas, comme des kilomètres entiers.»

S.R.,
c. 290,
a. 166,
remp.

Art. 55

L'article 166 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Cloche et
sifflet.

« **166.** Chaque locomotive est munie d'une cloche pesant au moins treize kilogrammes, et d'un sifflet à vapeur. »

Art. 56

S.R.,
c. 290,
a. 167,
mod.

L'article 167 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Approche
des
passages
à niveau.

« **167.** 1. La cloche doit être sonnée ou le sifflet se faire entendre à la distance de quatre cent soixante mètres au moins, avant d'arriver aux endroits où le chemin de fer traverse un grand chemin, et la cloche doit continuer à sonner à de courts intervalles jusqu'à ce que la locomotive ait traversé ce chemin, sous peine, pour chaque contravention, d'une amende de huit dollars, qui est payée par la compagnie, laquelle est également responsable de tous les dommages éprouvés par toute personne à raison de cette contravention. »

S.R.,
c. 290,
a. 168,
remp.

Art. 57

L'article 168 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Gong sur
tramway.

« **168.** Tout wagon qui contient un moteur ou qui tient la tête d'un convoi sur un chemin de fer à traction électrique doit être muni d'une cloche d'au moins vingt-cinq centimètres de diamètre. »

S.R.,
c. 290,
a. 169,
remp.

Art. 58

L'article 169 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Approche
des
passages
à niveau.

« **169.** La cloche sur le premier wagon ou sur le wagon unique formant un train d'un chemin de fer à traction électrique, doit être sonnée à la distance de quatre cent soixante mètres au moins, avant d'arriver aux endroits où le chemin de fer traverse un grand chemin, et elle doit continuer à sonner à de courts intervalles jusqu'à ce que le wagon ait traversé ce chemin, sous peine, pour chaque contravention, d'une amende de huit dollars, qui est payée par la compagnie, laquelle est également responsable de tous les dommages éprouvés par toute personne à raison de cette contravention; la moitié de l'amende et des dommages doit être perçue, par la compagnie, du garde-moteur ou de toute autre personne chargée de conduire ce wagon, qui a ainsi négligé de faire sonner la cloche comme susdit. »

Art. 59

L'article 246 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

S.R.,
c. 290,
a. 246,
mod.

«2. Les mots «chemin de fer» comprennent toutes les stations et gares du chemin de fer; et un chemin de fer est réputé à proximité d'un autre chemin de fer, chaque fois qu'une partie de l'un est dans un rayon d'un kilomètre et demi de quelque partie de l'autre.»

«Chemin
de fer».

Art. 60

L'article 249 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

S.R.,
c. 290,
a. 249,
mod.

«**249.** 1. Chaque constable ainsi nommé et qui a prêté ce serment, a plein pouvoir d'agir comme constable pour la conservation de la paix et pour la protection de la personne et de la propriété, contre les actes criminels et autres actes illégaux, sur ce chemin de fer, sur tout ouvrage s'y rattachant, et sur et près des trains, chemins, quais, jetées, débarcadères, entrepôts, terrains et dépendances, appartenant à la compagnie, soit qu'ils se trouvent dans le comté, la cité, la ville, la paroisse, le district ou autre juridiction locale dans les limites de laquelle il a été nommé, ou dans tout autre endroit que traverse ce chemin de fer, ou auquel il se termine, ou que traverse un chemin de fer qui est exploité ou loué par cette compagnie, et dans tous endroits pas plus éloignés que de quatre cents mètres de pareil chemin.»

Pouvoir
du
constable.

Art. 61

L'article 266 de ladite loi, modifié par l'article 122 du chapitre 55 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 290,
a. 266,
remp.

«**266.** Toute compagnie de chemin de fer dans la province, à laquelle s'applique la présente loi, doit payer au ministre des transports, aussitôt qu'une partie de son chemin est exploitée, une somme annuelle fixée par la Régie des services publics, n'excédant pas six dollars et vingt-cinq par kilomètre de chemin construit et en usage, et cette somme doit être payée semi-annuellement, le premier jour de janvier et le premier jour de juillet, chaque année, et former, pour les fins de la présente loi, un fonds spécial appelé «le fonds d'inspection des chemins de fer».»

Fonds
d'inspection
des
chemins
de fer.

Art. 62

S.R.,
c. 290,
Form. 2,
mod.

La formule 2 de ladite loi est modifiée par le remplacement, dans la sixième colonne du premier tableau et dans la sixième colonne du deuxième tableau, du mot «milles» par le mot «kilomètres».

Art. 63

S.R.,
c. 307,
a. 7, remp.

L'article 7 de la Loi des compagnies de cimetière (Statuts refondus, 1964, chapitre 307) est remplacé par le suivant:

Cimetière.

«**7.** La corporation a le droit d'établir un cimetière mais la construction, l'entretien et l'usage de ce cimetière doivent être en conformité des lois générales qui concernent de semblables matières. Elle peut aussi, sujet à ces mêmes lois générales, changer le site de tout ou de partie de ce cimetière et l'agrandir, pourvu que la superficie totale ne dépasse jamais douze hectares.»

Art. 64

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 23,
ramp.

L'article 23 de la Loi des mines (1965, 1^{re} session, chapitre 34), remplacé par l'article 2 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par le suivant:

Jalonne-
ment
maximum.

«**23.** Le détenteur de permis de prospecteur peut jalonner pour chaque permis un maximum de quatre-vingts hectares en territoire non arpenté et un maximum de quatre-vingt-dix hectares en territoire arpenté.»

Art. 65

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 33,
mod.

L'article 33 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 27 des lois de 1970 et par l'article 6 du chapitre 31 des lois de 1977, est de nouveau modifié.

a) par le remplacement des neuf premières lignes par les suivantes:

Jalonne-
ment en
territoire
non
arpenté.

«**33.** Dans un territoire non arpenté, chaque permis de prospecteur donne au détenteur le droit de marquer sur le terrain un ou plusieurs claims, jusqu'à concurrence de cinq, dont les côtés auront environ quatre cents mètres de longueur et des directions astronomiques nord et sud, est et ouest, et la superficie sera de seize hectares chacun, en la manière suivante:»;

b) par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

«h) La longueur des piquets au-dessus du sol doit être d'environ un mètre vingt-cinq et leur diamètre, d'environ dix centimètres; ils doivent être équarris sur les quatre côtés sur une longueur d'au moins trente centimètres à partir du sommet; une souche ou un arbre ayant les dimensions requises peuvent tenir lieu de piquets;».

Art. 66

L'article 34 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 34,
mod.

«**34.** En territoire non arpenté où il n'y a pas de bois pour faire des piquets conformes aux exigences de l'article 33, le jalonneur peut marquer les coins des claims au moyen de piquets en bois ou en métal ayant un mètre vingt-cinq de hauteur au-dessus du sol, et au moins deux centimètres de diamètre, sur lesquels il inscrit la date du jalonnement et à chacun desquels il attache solidement une plaque métallique portant le numéro du piquet, le numéro du claim et le numéro de son permis de prospecteur.

Mode
spécial de
jalonne-
ment.

Ces piquets seront maintenus en place par un tas de pierre ou de terre d'au moins soixante-quinze centimètres de diamètre et cinquante centimètres de hauteur.»

Idem.

Art. 67

L'article 35 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 35,
mod.

«2. Les terrains jalonnés peuvent être constitués:

a) d'un lot entier ou de plusieurs lots entiers contigus, dont la superficie totale ne dépasse pas vingt hectares;

Composi-
tion des
terrains
jalonnés.

b) de lots entiers ou de demi-lots, s'il s'agit de lots ayant une superficie excédant vingt hectares mais inférieure à quarante-cinq hectares;

c) de lots entiers, de demi-lots ou de quarts de lots, s'il s'agit de lots ayant une superficie excédant quarante-cinq hectares mais non quatre-vingt-dix hectares.»

Art. 68

L'article 37 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 37,
mod.

«**37.** En territoire non arpenté, une parcelle de terrain de moins de seize hectares située entre des claims peut être jalonnée par les détenteurs des claims adjacents dans les proportions qui paraissent justes au ministre.»

Territoire
non-
arpenté.

Art. 69

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 42,
remp.

L'article 42 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Délai sup-
plémentaire.

«**42.** Si un claim est à plus de quatre-vingts kilomètres en ligne droite du bureau de registraire de claims le plus proche, le délai pour la production de l'avis de jalonnement et du permis est augmenté d'un jour par vingt-cinq kilomètres ou fraction de vingt-cinq kilomètres en sus de quatre-vingts kilomètres, mais il ne peut dépasser trente jours.»

Art. 70

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 57,
mod.

L'article 57 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Droit
limité.

«Cependant, le ministre peut l'autoriser, aux conditions qu'il impose, à extraire et à expédier, chaque année, à une usine de traitement située dans la province, une quantité de minerai brut n'exédant pas trois cents tonnes métriques.»

Art. 71

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 60,
remp.

L'article 60 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Forces hy-
drauliques.

«**60.** La couronne se réserve et ne considère pas comme faisant partie d'un claim, la partie d'une rivière ou d'un cours d'eau qui, à l'état naturel, est susceptible d'un aménagement de cent dix kilowatts ou plus, avec en plus vingt mètres en largeur de chaque côté ainsi que toute surface additionnelle que le lieutenant-gouverneur en conseil peut juger nécessaire à son aménagement et utilisation.»

Art. 72

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 63,
mod.

L'article 63 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Maximum.

«La superficie totale comprise dans un permis de mise en valeur ne peut excéder quatre-vingt-dix hectares.»

Art. 73

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 65,
remp.

L'article 65 de ladite loi, remplacé par l'article 12 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par le suivant:

Rente
annuelle.

«**65.** Celui qui demande un permis de mise en valeur doit payer une rente annuelle de soixante cents l'hectare. Il en est de même pour toute demande de renouvellement.»

Art. 74

L'article 73 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 27¹⁹⁶⁵
des lois de 1970, est remplacé par le suivant: ^{(1^{re} sess.),}
^{c. 34, a. 73,}
^{remp.}

«**73.** En inscrivant cette demande, il faut payer une rente^{Rente}
annuelle de deux dollars cinquante l'hectare.» ^{annuelle.}

Art. 75

L'article 74 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 27¹⁹⁶⁵
des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du ^{(1^{re} sess.),}
paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant: ^{c. 34, a. 74,}
^{mod.}

«*a*) lui accorder moyennant trois dollars soixante-quinze l'hectare, un délai de six mois pour exécuter les travaux et en fournir la preuve; ou».

Art. 76

L'article 78 de ladite loi, remplacé par l'article 18 du chapitre 27¹⁹⁶⁵
des lois de 1970, est modifié par le remplacement du premier alinéa ^{Id., a. 78,}
par le suivant: ^{mod.}

«**78.** Le détenteur d'un groupe de claims contigus dont la ^{Concentration des}
superficie totale n'excède pas quatre cent quatre-vingts hectares ^{travaux.}
peut concentrer ses travaux sur une partie seulement de cette
superficie et les faire valoir comme travaux requis à l'égard de
n'importe quel claim du groupe.»

Art. 77

L'article 79 de ladite loi, modifié par l'article 19 du chapitre 27¹⁹⁶⁵
des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement ^{(1^{re} sess.),}
du deuxième alinéa par le suivant: ^{c. 34, a. 79,}
^{mod.}

«Cette disposition n'est applicable qu'à une superficie sous ^{Applica-}
permis n'excédant pas quatre cent quatre-vingts hectares.» ^{tion.}

Art. 78

L'article 94 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre ¹⁹⁶⁵
31 des lois de 1977, est remplacé par le suivant: ^{(1^{re} sess.),}
^{c. 34, a. 94,}
^{mod.}

«**94.** La superficie totale concédée par bail à une même ^{Superficie}
personne pendant une période de douze mois ne doit pas dépasser ^{maximale.}
quatre-vingt-dix hectares.

Exception.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant autoriser le ministre à augmenter cette superficie jusqu'à quatre cents hectares.»

Art. 79

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 97,
mod.

L'article 97 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Chemin
réserve.

«De plus, le long d'un lac ou d'une rivière, il est réservé un chemin large de dix mètres qui est compris dans la réserve de cinq pour cent prévue à l'article 96.»

Art. 80

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 98,
remp.

L'article 98 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Rente.

«**98.** La rente annuelle d'un bail minier est de deux dollars cinquante l'hectare et se paie d'avance chaque année.»

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 102,
remp.

Art. 81

L'article 102 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Augmenta-
tion de la
rente.

«**102.** Quand le ministre permet ainsi de retarder le début de l'exploitation, la rente annuelle est portée à cinq dollars l'hectare pour la troisième et la quatrième année, à sept dollars cinquante l'hectare pour la cinquième et la sixième, à dix dollars l'hectare pour la septième et la huitième, à douze dollars cinquante l'hectare pour la neuvième et la dixième, et à quinze dollars l'hectare par la suite.»

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 103,
remp.

Art. 82

L'article 103 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Terrains
adjacents.

«**103.** Lorsque des terrains adjacents, n'excédant pas en tout deux mille hectares, ont été loués par baux miniers distincts à la même personne et peuvent être considérés comme une seule et même entreprise, le ministre peut permettre que l'exploitation requise soit concentrée sur l'un de ces terrains.»

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 116,
remp.

Art. 83

L'article 116 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **116.** Celui qui sollicite une concession minière doit joindre à sa demande les documents exigés et le prix fixé, soit soixante-quinze dollars l'hectare. » Procédure.

Art. 84

L'article 119 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **119.** Toutes concessions minières autres que celles dont les lettres patentes ont été délivrées avant le 1^{er} juillet 1911 sont assujetties à une taxe annuelle de deux dollars cinquante l'hectare. »; 1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 119,
mod.
Taxe
annuelle.

b) par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« Le ministre fait remise de cette taxe sur preuve que des travaux d'exploration ou d'exploitation minière d'un coût de vingt-cinq dollars l'hectare ont été faits sur chaque concession, ou suivant l'article 103. » Remise.

Art. 85

L'article 123 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **123.** Depuis le 15 mars 1928, les forces hydrauliques susceptibles d'un aménagement de cent dix kilowatts, ou plus, comprises dans une concession minière, sont réservées à la couronne avec de plus, depuis le 24 mai 1937, une réserve de vingt mètres de largeur de chaque côté desdites forces hydrauliques et toute réserve additionnelle que le lieutenant-gouverneur en conseil peut juger nécessaire à leur aménagement et utilisation. » 1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 123,
remp.
Forces hy-
drauliques
réservées.

Art. 86

L'article 124 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« En bordure de ces lacs ou rivières, la couronne se réserve aussi un droit de chemin sur une lisière large de dix mètres qui est comprise dans la réserve de cinq pour cent. » 1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 124,
mod.
Réserve
pour
chemin.

Art. 87

L'article 141 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **141.** Le territoire visé doit être compris à l'intérieur d'un seul périmètre et sa superficie ne doit pas dépasser vingt-cinq mille hectares. » 1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 141,
remp.
Territoire
visé.

Art. 88

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 142,
remp.
Rente.

L'article 142 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**142.** Le détenteur doit payer au ministre, avant le début de chaque année, une rente de huit cents l'hectare.»

Art. 89

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 143,
mod.

L'article 143 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 36 des lois de 1968 et par l'article 29 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *a* à *e* du premier alinéa par les suivants:

a) première année: cinquante cents l'hectare, minimum trois mille dollars;

b) deuxième année: un dollar l'hectare, minimum six mille dollars;

c) troisième année: un dollar cinquante l'hectare, minimum neuf mille dollars;

d) quatrième année: deux dollars l'hectare, minimum douze mille dollars;

e) cinquième année: deux dollars cinquante l'hectare, minimum quinze mille dollars.»

Art. 90

Id., a. 144,
mod.

L'article 144 de ladite loi, modifié par l'article 10 du chapitre 36 des lois de 1968 et par l'article 30 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Réduction
de la rente,
etc.

«Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, réduire jusqu'à concurrence de 75%, pour la première année, et de 50%, pour toute année subséquente, le montant de la rente et le coût des travaux requis quand une société ou corporation dûment autorisée à exercer ses activités au Québec détient au moins cinq permis contigus d'une superficie globale d'au moins cent mille hectares dans les districts électoraux de Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé, Bonaventure, Rivière-du-Loup, Témiscouata et les Îles-de-la-Madeleine, l'Île d'Anticosti, le fleuve et le golfe St-Laurent en front de ces districts, le territoire d'Abitibi et le Nouveau-Québec.»

Art. 91

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 146, remp.

L'article 146 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **146.** Le ministre accorde le renouvellement sur paiement Condition.
de la rente annuelle qui est alors de quarante cents l'hectare. »

Art. 92

L'article 147 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre 36 1965
des lois de 1968 et par l'article 31 du chapitre 27 des lois de 1970, (1^{re} sess.),
est remplacé par le suivant: c. 34,
a. 147,
remp.

« **147.** Le détenteur doit, pendant la période de chaque Devoirs du
renouvellement, effectuer ou faire effectuer, à la satisfaction du détenteur.
ministre, dans le territoire qui fait l'objet de son permis ou sur
tout territoire voisin déterminé selon l'article 138, des travaux
de recherche consistant en études géologiques ou géophysiques,
en essais ou en forage de puits ou de trous de sondage, conformé-
ment aux règlements, au coût suivant: deux dollars cinquante l'hec-
tare, minimum vingt mille dollars. »

Art. 93

L'article 151 de ladite loi, modifié par l'article 32 du chapitre 27 1965
des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du (1^{re} sess.),
deuxième alinéa par le suivant: c. 34,
a. 151,
mod.

« Toutefois le détenteur qui n'a pas fait les travaux requis Rente
durant la première année peut effectuer au cours de la deuxième supplémen-
année les travaux requis pour les deux années moyennant une rente taire.
supplémentaire de quinze cents l'hectare. »

Art. 94

L'article 154 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **154.** Les terrains ainsi groupés doivent être contigus ou 1965
situés en partie à l'intérieur d'un cercle de quarante kilomètres (1^{re} sess.),
de rayon. » c. 34,
a. 154,
remp.
Conditions.

Art. 95

L'article 155 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **155.** La superficie totale ne doit pas dépasser soixante- 1965
quinze mille hectares sauf dans un cas visé au second alinéa de (1^{re} sess.),
l'article 144 où elle ne doit pas dépasser deux cent cinquante mille c. 34,
hectares. » a. 155,
remp.
Superficie
totale.

Art. 96

L'article 163 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 163,
remp.
Prolonga-
tion.

« **163.** Le détenteur d'un permis de recherche a droit d'obtenir au besoin, sur demande écrite au ministre et paiement de quarante cents l'hectare, une prolongation suffisante pour que son permis demeure en vigueur six mois à compter du jour de la découverte de pétrole ou de gaz naturel en quantité commerciale. »

Art. 97

L'article 168 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 168,
mod.
Superficie.

« La superficie ne doit pas être moindre de deux cents hectares, sauf du consentement du ministre, ni excéder deux mille hectares. »

Art. 98

L'article 173 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 173,
remp.
Rente.

« **173.** Le détenteur doit verser au ministre avant le début de chaque année du bail une rente de deux dollars cinquante l'hectare en outre des redevances. »

Art. 99

L'article 175 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 175,
remp.
Autorisa-
tion pour
groupe-
ment de
baux.

« **175.** Sur demande écrite, le ministre peut autoriser par écrit le détenteur de plusieurs baux d'exploitation à les grouper pour l'exécution de travaux de forage aux conditions suivantes:

a) que les terrains visés soient situés en entier ou en partie à l'intérieur d'un cercle de vingt kilomètres de rayon; et

b) que la superficie totale ne dépasse pas quatre mille hectares. »

Art. 100

L'article 185 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 185,
mod.

« c) que la superficie résiduelle soit d'au moins deux cents hectares, sauf autorisation spéciale. »

Art. 101

L'article 239 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 54 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant: 1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 239,
mod.

«**239.** Le ministre des transports a plein pouvoir d'enlever Matériaux. sur l'emprise des chemins de mines et dans leur voisinage, le bois, la pierre, la terre, le gravier et le sable nécessaires à leur construction et entretien et d'abattre tous les arbres sur une distance de dix mètres des deux côtés de l'emprise, sans être tenu de payer aucune indemnité.»

Art. 102

L'article 270 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 36 des lois de 1968 et par l'article 24 du chapitre 31 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* du premier alinéa par les suivants: 1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 270,
mod.

«*a*) dans le territoire du Nouveau-Québec, avec les restrictions suivantes:

i) le territoire visé n'aura pas moins de soixante-cinq ni plus de quatre cents kilomètres carrés;

ii) la durée du permis ne dépassera pas dix ans;

iii) le loyer annuel ne sera pas moins de soixante dollars par kilomètre carré;

b) dans les dépôts d'alluvion par toute la province, avec les mêmes restrictions sauf quant à la superficie minimum du territoire visé, qui ne doit pas être moindre que deux kilomètres carrés.»

Art. 103

L'article 1 de la Loi sur les biens culturels (1972, chapitre 19), modifié par l'article 98 du chapitre 14 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant: 1972, c. 19,
a. 1, mod.

«*j*) «aire de protection»: une aire dont le périmètre est à cent cinquante-deux mètres d'un monument historique ou d'un site archéologique classé;» «aire de
protec-
tion»;

Art. 104

Le gouvernement peut, par règlement, modifier un règlement d'application d'une loi pour y substituer des unités du système international de mesure (SI) aux unités canadiennes de mesure. Modifica-
tion de
règlement.

Nombre
ajouté ou
soustrait.

Aux fins du premier alinéa, un nombre peut être ajouté ou soustrait à l'unité de mesure substituée de façon à obtenir un nombre entier ou une unité de mesure simple.

Art. 105

Normes
applicables.

Le gouvernement peut, par règlement, identifier les normes à être appliquées pour assurer, dans les ministères et les organismes au gouvernement, l'utilisation correcte du système international d'unités (SI) et d'autres unités courantes et fixer la date à compter de laquelle ces normes seront applicables.

Art. 106

Entrée en
vigueur.

Un règlement adopté en vertu des articles 104 ou 105 entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Art. 107

Applica-
tion de la
loi.

Le ministre de l'industrie et du commerce est responsable de l'application de la présente loi.

Art. 108

Entrée en
vigueur.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception des articles 26 à 33 qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1978 et des articles 16, 18 et 19 qui entreront en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.



CHAPTER 60

An Act to facilitate conversion to the international system
of units (SI) and to other customary units

[Assented to 22 December 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée
nationale du Québec, enacts as follows:

1. Section 3 of the Watercourses Act (Revised Statutes, R.S., c. 84,
1964, chapter 84) is amended by replacing the first paragraph s. 3, am.
by the following:

“3. Any sale, transfer or definitive alienation of hydraulic power forming part of the public domain and having a natural force of two hundred and twenty-five kilowatts or over at its ordinary flow during six months is prohibited.” Sale, etc., prohibited.

2. Section 18 of the said act is replaced by the following: R.S., c. 84,
s. 18,
replaced.

“18. No expropriation under this division shall take place except in the case of a water-power of an average natural force of at least one hundred and fifty kilowatts and large enough for industrial purposes, nor shall such right in any case be exercised to the prejudice of an industry already established or of water-works supplying a municipality wholly or in part.” Limitation.

3. Section 54 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following: R.S., c. 84,
s. 54, am.

“54. Every owner of logs or other merchantable timber who drives the same, has it driven down the floatable rivers of this Province, shall station a sufficient number of men at every bridge, built one metre or less than one metre above highwater mark, under which the said timber must pass, or shall take other precautions necessary to prevent any damage which might be caused.” Pre-cautions.

R.S., c. 84,
s. 62, am. **4.** Section 62 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

Limitation. “No expropriation may be held under this section, save for the construction or maintenance of a work which is intended, either alone or with other works, to supply a fall or a rapid giving a natural power of at least one hundred and fifty kilowatts, or a water-works system for domestic or industrial purposes, and may not, in any case, be held to the prejudice of any industry already established, of a water-works system supplying, either wholly or partially, a municipality, nor of any privilege granted by a special act.”

R.S., c. 84,
s. 68, am. **5.** Section 68 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

Re-
strictions. “The provisions of paragraphs *a* and *b* shall not apply to municipal corporations nor to electricity cooperatives formed in virtue of the Rural Electrification Act (1945, chapter 48), nor to any organization acting as an agent of the Crown, nor to any holder or proprietor of water-powers of a natural output of less than seven thousand five hundred kilowatts per six months.”

R.S., c. 85,
s. 6,
replaced. **6.** Section 6 of the Electric Power Exportation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 85) is replaced by the following:

Suspension
of pro-
hibition. **“6.** Notwithstanding any provision prohibiting the exportation, outside of Canada, of electric power, contained, under section 1 of this act, in a sale, lease or grant respecting water-powers belonging to the Province or in which it has rights of ownership or other rights, the Lieutenant-Governor in Council may, for the period or periods of time that he may fix and on such terms and conditions as he may determine, suspend the effect of such prohibition; provided, however, that the quantity of electric power the exportation whereof may be thus authorized shall not exceed in all two hundred and twenty-five thousand kilowatts, and provided also that the sale price of the electric power so exported be not below that for which it is sold in the Province of Québec.”

Proviso.

R.S., c. 85,
s. 7, am. **7.** Section 7 of the said act is amended by replacing subsection 3 by the following:

Small
quantities. “(3) Nevertheless, if the quantity of electric power does not exceed fifty-two thousand kilowatts, the Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he may determine, may authorize the exportation or transmission thereof.”

R.S., c. 90,
s. 1, am. **8.** Section 1 of the Unwrought Metal Sales Act (Revised Statutes, 1964, chapter 90) is amended by replacing paragraph 1 by the following:

“(1) Ore the value whereof exceeds fifty cents per kilogram;”

9. Section 4 of the said act is amended by replacing paragraph 2 by the following: R.S., c. 90,
s. 4, am.

“(2) The person who sells less than one hundred grams of unwrought metal per month.”

10. Section 21 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes, 1964, chapter 92), amended by section 6 of chapter 28 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the first two paragraphs by the following: R.S., c. 92,
s. 21, am.

“**21.** No such grant shall be for more than four hectares in any one instance, for any one of the purposes aforesaid, except for a model or industrial farm, a site for the construction of a chapel, church, teaching establishment, establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48), dump, sedimentation basin for used water or cemetery, and in such case such grant shall not exceed forty hectares. Extent of
grants.”

If the grant be for the construction of a chapel or church or for a cemetery, it shall not be for more than twenty hectares in any one parish, if there be, at the time of making such grant, but one religious denomination in such parish sufficiently numerous to benefit by such grant, and forty hectares to be apportioned between the several denominations where there are more than one, sufficiently numerous as aforesaid.” Church,
etc.

11. Section 22 of the said act is amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

R.S., c. 92,
s. 22, am.

“**22.** Every sale or grant of public land adjacent to the boundary line between Canada and the United States of America or to the interprovincial boundaries between Québec and the Province of Ontario or New Brunswick, entered into or made after 15 February 1924, shall carry with it, as of right, in favour of the Crown, the reservation of ownership in that part of such land lying within eighteen metres and two hundred and eighty-eight thousandths of any such boundary line, and, in addition, the prohibition of erecting or executing on such piece of land any buildings or works whatever, saving the exception hereinafter mentioned.”; Frontier
con-
cessions.

(b) by adding, after the first paragraph, the following paragraph:

“The reservation contemplated in the first paragraph is of eighteen metres in the case of a sale or grant entered into or made after 22 December 1977.” Reserva-
tion.

R.S., c. 92,
tit. of
Div. IIa of
Part II,
replaced.

12. The title of Division IIa of Part II of the said act, enacted by section 83 of chapter 58 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

"RESERVES BORDERING RIVERS AND LAKES".

Id., s. 41a,
am.

13. Section 41a of the said act, enacted by section 83 of chapter 58 of the statutes of 1969, is amended by replacing the first two paragraphs by the following:

Reserve of
three
chains
(60.350 m).

"41a. From and after 1 June 1884, the sales, concessions and free grants of public lands are subject to a reserve, in full ownership in favour of the public domain of Québec, of sixty metres and three hundred and fifty thousandths in depth of the land bordering on the non-navigable rivers and lakes of Québec.

Idem.

From 1 January 1970, the sales, concessions and free grants of public lands are subject to a reserve, in full ownership in favour of the public domain of Québec, of sixty metres and three hundred and fifty thousandths in depth of the lands bordering on all the rivers and all the lakes of Québec.

Idem

From 22 December 1977, the sales, concessions and free grants of public lands are subject to a reserve in full ownership in favour of the public domain of Québec, of sixty metres in depth of the lands bordering on all the rivers and all the lakes of Québec."

R.S., c. 92,
s. 66,
replaced.
Area.

14. Section 66 of the said act is replaced by the following:

"66. The extent of such public lands shall not exceed, in all, one hundred and thirty-three thousand, five hundred and fifty hectares in superficies."

R.S., c. 92,
s. 91,
replaced.
Unlaw-
fully
cutting
near
frontier.

15. Section 91 of the said act is replaced by the following:

"91. All timber cut without licence not more than sixteen kilometres from the boundary line dividing this Province from the United States or from any neighbouring Province, as soon as it shall have been established that the said timber has been cut unlawfully and that the due seizure thereof has been made, may be at once sold by the person duly authorized for that purpose, without his being obliged to give the notice and delay required, under similar circumstances, for any other part of the Province."

R.S., c. 92,
s. 95, am.

16. Section 95 of the said act, amended by section 1 of chapter 37 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing the first two paragraphs by the following:

"95. The Ministre des terres et forêts is, however, authorized to issue, without public auction and without previous notice, special permits effective for a period of twelve months from the date of their issue, to cut timber on vacant Crown lands to an extent not exceeding eight thousand five hundred cubic metres per permit, in consideration of the payment of stumpage dues and according to the usual and special conditions specified by law and in the regulations in force and in the order-in-council authorizing the issuing of such special permit.

The quantity may be increased to twenty-eight thousand three hundred cubic metres when the timber cut is intended to be sawn in a sawmill the operating of which is an economic necessity for a neighbouring locality."

17. Section 97 of the said act is replaced by the following:

"97. (1) The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Ministre des terres et forêts to concede to small industrialists, for their forest exploitation, wooded lands of the Crown domain, at the minimum price of two hundred dollars per square kilometre and subject to the conditions he may deem it expedient to determine.

(2) The area of the domain conceded shall not exceed five thousand two hundred square kilometres in all, nor one hundred and thirty square kilometres per timber limit holder."

18. Section 104 of the said act is replaced by the following:

"104. Every person who exports timber cut upon Crown lands contrary to law or the regulations shall be liable to a fine of two dollars and seventy-five cents per apparent cubic metre of wood exported and, failing payment of the fine and costs, to an imprisonment of not less than thirty days and not more than one year."

19. Section 116 of the said act is replaced by the following:

"116. The Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the Ministre des terres et forêts, establish special forest reserves for forest settlements. All the provisions relating to township reserves shall apply to such reserves, as regards both their establishment and their administration, but the maximum per annum under licence to cut timber for each settler established in a settlement of such kind shall be twenty-five apparent cubic metres of pulpwood or one hundred and fifteen cubic metres of sawn timber."

R.S., c. 92,
s. 117,
replaced.
Reserved
zones.

20. Section 117 of the said act is replaced by the following:

"117. The Lieutenant-Governor in Council may, whenever it shall be deemed advisable, reserve in Crown lands, upon the recommendation of the Ministre des terres et forêts, a zone of sixty metres in width on each side of any salmon river which is or may be under lease from the Province, within which no trees shall be cut without a special permit from the Ministre des terres et forêts. This reserve shall apply only to that part of the main rivers where the salmon run, and shall not apply to the tributaries thereof."

R.S., c. 92,
s. 118, am.

21. Section 118 of the said act is amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

Offence
and
penalties.

"118. All cutting of timber done within such zone of sixty metres without the authorization required under section 117 shall be an offence against these provisions, and every person who commits the same shall be liable to the penalties enacted by section 87.";

(b) by replacing the third paragraph by the following:

Sub-
mersion.

"In the case of lands submerged through the erection of dams, the zone of sixty metres shall start from the border of the ground where the trees have perished as a result of the submersion."

R.S., c. 92,
s. 129, am.

22. Section 129 of the said act, replaced by section 44 of chapter 28 of the statutes of 1974, is amended by replacing subsection 3 by the following:

Private
forests.

"(3) This section applies also to every owner of a private forest of a continuous expanse of at least eight hundred hectares and, if the Minister considers it expedient, to every owner of private forest, whatever its size."

R.S., c. 92,
s. 140,
replaced.

23. Section 140 of the said act, amended by section 53 of chapter 28 of the statutes of 1974, is replaced by the following:

Depositing
wood
near right
of way of
railway.

"140. Every person or company depositing wood in the neighbourhood or along the property of the right of way of a railway track shall comply with the instructions and regulations of the Ministère des terres et forêts with respect to the protection of forests, especially as regards the cleaning up of the ground, removal of bark, chips, shavings, logs and all other inflammable matter left on the ground for a maximum distance of ninety metres from the centre of the railway track."

R.S., c. 92,
s. 141, am.

24. Section 141 of the said act, amended by section 54 of chapter 28 of the statutes of 1974, is again amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

"141. Every holder of a licence to cut timber on public lands adjacent to land over which a right of way is exercised for railway purposes is bound to clear away the forest debris resulting from his operations to a depth of thirty metres from the boundary line of the right of way.";

Debris
near rights
of way.

(b) by replacing the fifth paragraph by the following:

"The same duty, with the same consequences, shall be incumbent upon any person interested, either as owner or as holder of rights to cut timber in private forests of eight hundred hectares in area, should the Minister deem it necessary."

Private
forests.

25. Section 164 of the said act, replaced by section 124 of chapter 50 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

R.S., c. 92,
s. 164,
replaced.

"164. As long as at least seven hundred and forty trees to the hectare are kept, lands replanted in trees except those situated in a city, town or village municipality, shall retain, for a period of thirty years, the assessment which they had before the planting; at the expiration of such period of thirty years, the municipal assessment of such plantations, provided they remain as wooded land, can only be changed every ten years."

Municipal
assessment.

26. Section 2 of the Public Buildings Safety Act (Revised Statutes, 1964, chapter 149), amended by section 26 of chapter 22 of the statutes of 1966/1967, is replaced by the following:

R.S.,
c. 149, s. 2,
replaced.

"2. The words "public building" in this act mean churches and chapels, or buildings used as such, monasteries, novitiates, retreats, seminaries, colleges, convents, school-houses, kindergartens, day-nurseries, infant asylums, charity work-rooms (*ouvroirs*), orphan asylums, church guild buildings (*patronages*), fresh-air camps, hospitals, clinics, convalescent or rest homes, asylums, shelters, hotels, rooming-houses of ten or more rooms, apartment houses having more than two stories and more than eight apartments, clubs, cabarets, concert-café, music-halls, moving-picture theatres, theatres, or halls used for similar purposes, outdoor cinemas, halls for public meetings, lectures or public amusements, municipal halls, buildings used for exhibitions, fairs, kermesses, stands on race-courses or used for public amusements, arenas for wrestling, boxing or hockey, or used for other sports, buildings of more than two stories used as offices, stores having a floor area of over three hundred square metres, railway, tramway or autobus stations, registry offices and public libraries, museums and baths."

"Public
building".

R.S.,
c. 149,
s. 14,
replaced.
Steps.

27. Section 14 of the said act is replaced by the following:

"14. When the windows or other outlets opening upon the safety staircases are more than six hundred millimetres above the floor, steps shall be placed so as to enable the occupants of the building to easily reach such outlets."

R.S.,
c. 149,
s. 17,
replaced.
Theatres.

28. Section 17 of the said act is replaced by the following:

"17. Every building built or altered after 25 April 1908 to serve as a theatre, for dramatic or operatic entertainments, or for other like purposes requiring the use of a stage with moveable scenery, curtains and machines, shall be a first class building, that is to say, fireproof to the satisfaction of the inspector, and the upper part of the main floor of the hall must not be more than two metres and one-tenth above the level of the street or road where the exit doors are situated."

R.S.,
c. 149,
s. 21,
replaced.
Stage.

29. Section 21 of the said act is replaced by the following:

"21. The stage of every theatre shall be separated from the auditorium by a brick wall at least four hundred millimetres thick extending the whole height and breadth of the building and six hundred millimetres above the roof."

R.S.,
c. 149,
s. 22,
replaced.
Curtains.

30. Section 22 of the said act is replaced by the following:

"22. The opening for the curtain in every theatre shall be provided with a curtain of incombustible material, approved of by the inspector, and sliding at each end in grooves solidly fixed in brick walls, and entering into such grooves at least one hundred and fifty millimetres on both sides. This curtain shall be raised at the beginning and lowered at the end of each performance. It shall also be worked by means of approved appliances."

R.S.,
c. 149,
s. 24,
replaced.
Fire-
pipes.

31. Section 24 of the said act is replaced by the following:

"24. There shall be at least two one hundred millimetre fire-pipes upon the stage of each theatre with all necessary hose and nozzles connected with the said pipes at the level of the stage on each side, and the water shall be kept circulating in the said pipes while there is an audience in the theatre. The inspector may order any other appliances for protection against fire that he may think proper."

R.S.,
c. 156,
s. 16,
replaced.

32. Section 16 of the Pressure Vessels Act (Revised Statutes, 1964, chapter 156) is replaced by the following:

“16. The installation of all pressure vessels in public buildings and industrial establishments must be inspected by an inspector before such vessels are used. The installation of every refrigerating plant using more than ten kilograms of refrigerant must be so inspected wherever the installation is made.”

Inspection
before
use.

All pressure vessels installed in public buildings and industrial establishments must be inspected annually by an inspector or by a stationary engineman duly qualified for that kind of work and authorized by the chief inspector. Such inspection is required for every refrigerating plant run by a motor having a power of over three kilowatts, wherever it may be installed.”

Annual
inspection.

33. Section 2 of the Stationary Enginemen Act (Revised Statutes, 1964, chapter 157) is amended:

R.S.,
c. 157,
s. 2, am.

(a) by replacing subparagraph *c* of paragraph 1 of the first paragraph by the following:

“(c) Stationary internal combustion engines of over twenty kilowatts;”;

(b) by replacing subparagraph *d* of paragraph 1 of the first paragraph by the following:

“(d) Refrigerating apparatus operated by motors of a total power exceeding twenty kilowatts;”;

(c) by replacing subparagraph *b* of the second paragraph of paragraph 1 by the following:

“(b) Boilers with safety-valves set at a pressure of not more than one hundred and three kilopascals, with a capacity not exceeding seven hundred and fifty kilowatts and a heating surface not exceeding one hundred square metres;”;

(d) by replacing subparagraph *c* of the second paragraph of paragraph 1 by the following:

“(c) Boilers used elsewhere than at buildings under construction, with safety-valves set at a pressure of over one hundred and three kilopascals, but with a capacity not exceeding one hundred and fifty kilowatts and a heating surface not exceeding twenty square metres;”.

34. Section 244 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) is replaced by the following:

R.S.,
c. 235,
s. 244,
replaced.

“244. The school commissioners or trustees, as the case may be, may also, every year, with the authorization or upon the order of the Minister, exempt from school contributions any ratepayer living more than eight kilometres from the nearest school of his religious belief, provided he does not send children to such school. This provision shall not apply to the owners of unoccupied lots.”

Exemption
from
school con-
tributions.

R.S.,
c. 235,
s. 274, am. **35.** Section 274 of the said act is amended by replacing paragraph 3 by the following:

"(3) Any child under ten years of age residing at a distance of more than three kilometres, by the shortest road, from the nearest public school to which he is entitled to be admitted, and any child who resides more than five kilometres, by the shortest road, from the nearest public school to which he is entitled to be admitted, if, in either case, the school board makes no provision for transporting children to school free of charge."

R.S.,
c. 237,
s. 11, am. **36.** Section 11 of the School Boards Grants Act (Revised Statutes, 1964, chapter 237), replaced by section 1 of chapter 70 of the Statutes of 1965 (1st session), amended by section 103 of chapter 55 of the statutes of 1972 and by section 30 of chapter 45 of the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraph a of subsection 1 by the following:

"(a) in a city or town municipality, and the distance from the residence of the pupils to the school is sixteen hundred metres or more;"

R.S.,
c. 276, s. 3,
replaced. **37.** Section 3 of the Mortmain Act (Revised Statutes, 1964, chapter 276) is replaced by the following:

Corporations
not for
gain. **3.** No such corporation formed for the purpose of promoting art, science, religion, charity or any other like object, not involving the acquisition of gain by the corporation or by the individual members thereof, shall, without the sanction of the Lieutenant-Governor in Council, hold more than four hectares and five hundredths of land; but the Lieutenant-Governor in Council may, by licence under the hand of the Provincial Secretary, empower any such corporation to hold lands in such quantity and subject to such conditions as he shall think fit."

R.S.,
c. 285,
s. 66,
replaced. **38.** Section 66 of the Gas, Water and Electricity Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 285) is replaced by the following:

Protection
of pipes. **66.** When any such company has laid down main pipes for the supply of gas or water in or through any of the streets, squares or public places of any municipality, no other person or corporation shall, without the consent of such company first had and obtained, or otherwise than upon payment to such company of such compensation as may be agreed upon, lay down any main pipe for the supply of gas or water within one hundred and eighty-two centimetres of any of such company's main pipes, or, if it be impracticable to cut drains for such other main pipes at a greater distance, then as near one hundred and eighty-two centimetres as the circumstances of the case will admit."

39. Section 77 of the said act is replaced by the following:

"77. If it be found necessary or deemed proper to lay any of the pipes or to carry any of the works of the company through the lands of any person, lying within sixteen kilometres of any municipality for the supplying of which the company is incorporated, and the consent of such person cannot be obtained for that purpose, the company may institute expropriation proceedings."

R.S.,
c. 285,
s. 77,
replaced.
Expro-
priation.

40. Section 9 of the Railway Act (Revised Statutes, 1964, chapter 290), amended by section 104 of chapter 55 of the statutes of 1972, is again amended:

R.S.,
c. 290, s. 9,
am.

(a) by replacing paragraph 6 by the following:

"(6) To survey, lay out, construct, make, complete, alter and keep in repair an iron or steel railway of a gauge of one hundred and forty-three centimetres and one-half, to be worked by the force and power of steam or of electricity, or of the atmosphere, or of animals, or by mechanical power, or by any combination thereof authorized by the special act, with double or single iron or steel tracks; and the said railway or any part thereof, as far as the same may be operated by electricity, or any power other than steam, may be carried along and upon such public highways as may be authorized by the by-laws of the respective corporations having jurisdiction over the same, and subject to the restrictions and provisions therein and in this act contained, and under and subject to any agreements between the company and the councils of the said corporations and between the company and the said companies, if any, interested in such highways; and the company may make and enter into any agreements with any municipal corporation or road company as to the terms of occupancy of any street or highway, subject to the provisions and conditions contained in this act, in the Municipal Code, in the Cities and Towns Act (Chap. 193), or in the charter of the town interested therein;"

Building
railway;

(b) by replacing paragraph 15 by the following:

"(15) To purchase, lease or acquire by donation, and to sell, lease, alienate or mortgage any lands or premises intended and necessary or suitable for any park or pleasure grounds, not exceeding forty hectares in any one municipality, and to improve and lay out such lands as parks or places of public resort, and to make and enter into any agreements with the municipal corporations of the municipalities where the same are situate or any of them, in respect thereto; but none of the provisions of this paragraph shall have any force or effect, unless the municipal council of the municipality wherein the lands proposed to be acquired by the company are situated, has by by-law assented to the company's acquiring lands under, and for the purpose mentioned in this paragraph;"

Pleasure
grounds;

(c) by replacing paragraph 18 by the following:

Felling or
removing
trees;

“(18) To fell or remove any trees standing in any woods, lands or forests where the railway passes, to the distance of thirty-five metres from either side thereof;”;

(d) by replacing the first paragraph of paragraph 21 by the following:

Branch
railway;

“(21) Any railway company may, whenever a by-law sanctioning the same has been passed by the municipal council of the municipality within which such proposed branch is situate, construct a branch or branches, not exceeding ten kilometres in length, from any terminus or station of its railway;”;

(e) by replacing the first paragraph of paragraph 22 by the following:

Sidings;

“(22) For the purpose of connecting any city, town, village, manufactory, mine, or any stone or slate quarry, or any well or spring, with the main line of the railway of the company, or with any branch thereof, or with any railway worked or leased by the company; and for the purpose of giving increased facilities to business, or for the purpose of transporting the products of any such manufactory, mine, quarry, well or spring, the company may build, make, construct, work and use, sidings, or branch lines of railway, not to exceed, in any one case, ten kilometres in length; but the company shall not proceed to locate or build any branch line of more than four hundred metres in length, under this section, until public notice shall have been given for six weeks, in some newspaper published in the counties through or in which such branch line is to be built, that it is the intention of the company to apply to the Lieutenant-Governor in Council to sanction the building of such branch line, and to expropriate the necessary lands for that purpose, under the compulsory powers vested in them by this act, or by any act concerning such company; nor unless the company shall, prior to the first publication of such notice, have deposited in the registry office of any city, county or part of a county, in which the line or any part thereof is to be constructed, the maps and plans indicating the location of the line; nor until the company shall have submitted such maps and plans to, and until such maps and plans shall have been approved by the Lieutenant-Governor in Council, after the last publication of the notice; and provided that the order of the Lieutenant-Governor in Council, approving the said maps and plans, shall limit the time, not exceeding two years from the date of such order, within which the company may construct such branch line;”.

41. Section 69 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 290,
s. 69,
replaced.
Speed
through
city.

“**69.** No railway engine, motor, car or carriage shall pass in or through any thickly peopled portion of any city, town or village

faster than ten kilometres per hour, unless the track is properly fenced."

42. Section 72 of the said act is replaced by the following:

"72. No horses, sheep, swine or other cattle shall be permitted to be at large upon any highway, within eight hundred metres of the intersection of such highway with any railway on the level, unless such cattle are in charge of some person or persons to prevent their loitering or stopping on such highway, at such intersection."

R.S.,
c. 290,
s. 72,
replaced.
Cattle at
large.

43. Section 86 of the said act is replaced by the following:

"86. No deviation of more than one thousand six hundred metres from the line of the railway or from the places assigned thereto in the said map or plan and book of reference, or plans or profiles, shall be made into, through, across, under or over any part of the lands not shown in such map or plan and book of reference, or plans or profiles, or within one thousand six hundred metres of the said line and place, except as provided for by the charter."

R.S.,
c. 290,
s. 86,
replaced.
Deviation.

44. Section 89 of the said act is amended by replacing subsection 1 by the following:

"89. (1) The lands which may be taken without the consent of the owner, shall not exceed thirty metres in breadth, except in places where the railway is raised more than one hundred and fifty-two centimetres higher, or cut more than one hundred and fifty-two centimetres deeper, than the surface of the line, or where a double track is established, or where stations, depots or other constructions are erected, or goods delivered, and then not more than two hundred and twenty-eight metres in length by one hundred and thirty-seven metres in breadth, without the consent of the person authorized to convey such lands."

Breadth of
land
subject to
expro-
priation.

45. Section 130 of the said act is amended by replacing the third paragraph by the following:

"But in no case shall the rail itself, provided it does not rise above or sink below the surface of the road more than twenty-five millimetres, be deemed an obstruction."

R.S.,
c. 290,
s. 130, am.

Level of rail.

46. Section 131 of the said act is replaced by the following:

"131. Whenever any railway crosses any highway, without being carried over it by a bridge, or under it by a tunnel or bridge,

R.S.,
c. 290,
s. 131,
replaced.
Level
crossings.

whether the level of the highway remains undisturbed, or is raised or lowered to conform to the grade of the railway, the top of the rails shall not, when the crossing is completed, rise above or sink below the level of the highway more than twenty-five millimetres."

R.S.,
c. 290,
s. 132,
replaced.
Height and
span of
bridge over
highways.

47. Section 132 of the said act is replaced by the following:

"132. (1) The span of the arch of any bridge erected for carrying the railway over or across any highway shall at all times be and remain of the open and clear breadth and space of not less than six metres, and of a height from the surface of such highway to the centre of such arch of not less than three metres and one-half.

Descent.

(2) The descent under any such bridge shall not exceed thirty centimetres in six metres."

R.S.,
c. 290,
s. 133,
replaced.
Ascent.

48. Section 133 of the said act is replaced by the following:

"133. The ascent to all bridges erected to carry any highway over any railway shall not be more than thirty centimetres in six metres increase over the natural ascent of the highway, and a good and sufficient fence shall be built on each side of the bridge, which shall not be less than one hundred and twenty centimetres above the surface of the bridge."

R.S.,
c. 290,
s. 134,
replaced.
Height of
bridge over
railways.

49. Section 134 of the said act is replaced by the following:

"134. (1) Whenever an overhead bridge or any other erection or structure is constructed for the passage of a highway over a railway, or, whenever it shall become necessary to rebuild any highway bridge, or other erection or structure already built over a railway, or to make large repairs to the same, the lower beams or parts of the superstructure of any such bridge, or of any other structure, and the approaches thereto, shall be built at the cost of the railway company or of the municipality or other owner of the bridge, erection or structure, as the case may be, and shall at all times be maintained at a sufficient height, from the surface of the rails of the railway, to admit of an open and clear headway of not less than two metres between the top of the highest freight cars, then running on the railway, and the lower beams or parts of such bridge or other erection.

Raise.

(2) Any railway company, before using higher freight cars than those running on their railway at the time of the construction or reconstruction of, or major repairs to such bridge or other erection or structure, shall, after having first obtained the consent of the municipality or of the owners of such highway, bridge or other

erection or structure, raise the said bridge, or other erection or structure, and the approaches thereto, if necessary, at the cost and charges of the railway, so as to admit a clear headway of not less than two metres between the top of the highest freight cars thereafter to be used on the railway, and the lower beams or parts of such bridge or other erection."

50. Section 135 of the said act is amended by replacing subsection 1 by the following: R.S.,
c. 290,
s. 135, am.

"135. (1) Signboards, stretching across or projecting over the highway crossed at a level by any railway, shall be erected and kept up at each crossing at such height as to leave four hundred and eighty-seven centimetres from the highway to the lower edge of the signboard, and the words "railway crossing" shall be painted on each side of the signboard, in letters not less than fifteen centimetres in length." Sign-
boards at
crossings.

51. Section 138 of the said act, amended by section 108 of chapter 55 of the statutes of 1972, is again amended: R.S.,
c. 290,
s. 138, am.

(a) by replacing paragraph *c* of subsection 1 by the following:

"(c) The railway company shall also, unless otherwise determined by the municipal council, at its own expense, keep clear and in proper repair the streets, between the rails, and for forty-five centimetres on each side of the rails; and, in default thereof, the council may cause the same to be done at the expense of the company;"

(b) by replacing paragraph *e* of subsection 1 by the following:

"(e) No car or train of cars shall be run on the travelled portion of any highway faster than fifteen kilometres per hour;"

52. Section 141 of the said act, amended by section 110 of chapter 55 of the statutes of 1972, is again amended by replacing subsection 2 by the following: Id., s. 141,
am.

"(2) Such tolls may be either for the whole or for any particular portions of the railway; but all such tolls shall always, under substantially similar circumstances and conditions, be charged equally to all persons, and at the same rate, whether by mass, kilometre or otherwise, in respect of all traffic of the same description and carried in or upon a like kind of cars, passing over the same portion of the line of railway; and no reduction or advance in any such tolls shall be made, either directly or indirectly, in favour of or against any particular person or company travelling upon or using the railway." Uni-
formity.

53. Section 150 of the said act is amended by replacing subsection 1 by the following: R.S.,
c. 290,
s. 150, am.

Fares for
tramways.

"150. (1) The fares to be taken by an electric railway company for each passenger shall not exceed five cents for any distance not exceeding five kilometres, and when the distance exceeds five kilometres, then not exceeding two cents per kilometre or portion thereof for the distance actually travelled. Children under ten years of age shall be carried for five kilometres for three cents, and for any additional distance for half fare, but children in arms shall in all cases be carried free."

R.S.,
c. 290,
s. 153, am.

54. Section 153 of the said act is amended by replacing subsection 1 by the following:

A fraction
of a
kilometer.

"153. (1) Any fraction of the distance over which goods or passengers are transported on the railway shall in every case be considered as a whole kilometre."

R.S.,
c. 290,
s. 166,
replaced.
Bell and
steam-
whistle.

55. Section 166 of the said act is replaced by the following:

"166. Every locomotive engine shall be furnished with a bell of at least thirteen kilograms and with a steamwhistle."

R.S.,
c. 290,
s. 167, am.

56. Section 167 of the said act is amended by replacing subsection 1 by the following:

Sounding
at
crossings.

"167. (1) The bell shall be rung, or the whistle sounded, at least four hundred and sixty metres from every place where the railway crosses any highway, and be kept ringing or be sounded at short intervals, until the engine has crossed such highway, under penalty of a fine of eight dollars for every neglect thereof, to be paid by the company, which shall also be liable for all damages sustained by any person by reason of such neglect."

R.S.,
c. 290,
s. 168,
replaced.

57. Section 168 of the said act is replaced by the following:

Gong on
tramway.

"168. Every car which contains a motor, or which runs at the head of a train on an electric railway, shall be furnished with a gong of at least twenty-five centimetres in diameter."

R.S.,
c. 290,
s. 169,
replaced.

58. Section 169 of the said act is replaced by the following:

Nearing
crossings.

"169. The gong on the first or only car forming a train on an electric railway, shall be sounded at least four hundred and sixty metres from every place where the railway crosses any highway, and be kept ringing or be sounded at short intervals until the car has crossed such highway, under a fine of eight dollars for every neglect thereof, to be paid by the company, and the company shall further be liable for all damages sustained by any person by reason of such neglect; one-half of which fine and damages shall

Fine and
damages.

be collected by the company from the motorman or other person having charge of such car and neglecting to sound the gong as aforesaid."

59. Section 246 of the said act is amended by replacing subsection 2 by the following: R.S.,
c. 290,
s. 246, am.

"(2) The word "railway" shall include all stations and depots of the railway, and a railway shall be deemed to come near another when some part of the one is within one kilometre and one half of some part of the other." "Railway".

60. Section 249 of the said act is amended by replacing subsection 1 by the following: R.S.,
c. 290,
s. 249, am.

"249. (1) Every constable so appointed, and having taken such oath, shall have full power to act as a constable for the preservation of the peace, and for the security of persons and property against crimes and other unlawful acts, on such railway and on any of the works belonging thereto, and on and about any trains, roads, wharves, quays, landing-places, warehouses, lands and premises belonging to such company, whether the same be in the county, city, town, parish, district or other local jurisdiction within which he was appointed, or in any other place through which such railway passes, or in which the same terminates, or through or to which any railway passes which may be operated or leased by such railway company, and in all places not more than four hundred metres distant from such railway." Powers of
constables.

61. Section 266 of the said act, amended by section 122 of chapter 55 of the statutes of 1972, is replaced by the following: R.S.,
c. 290,
s. 266,
replaced.

"266. Every railway company in this Province to which this act applies, shall, so soon as any portion thereof is in use, pay to the Ministre des transports an annual rate to be fixed by the Régie des services publics, not exceeding six dollars and twenty-five cents per kilometre of railway constructed and in use; such rate to be paid half-yearly on the 1st of January and 1st of July, in each year, and to form a special fund for the purposes of this act, to be called the "Railway Inspection Fund". Railway
Inspection
Fund.

62. Form 2 of the said act is amended by replacing the word "miles" in the sixth column of the first table and in the sixth column of the second table by the word "kilometres". R.S.,
c. 290,
Form 2,
am.

63. Section 7 of the Cemetery Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 307) is replaced by the following: R.S.,
c. 307, s. 7,
replaced.

Cemetery. **"7.** The corporation shall have the right to establish a cemetery, but the construction, maintenance and use of such cemetery shall be effected in accordance with the general laws concerning like matters. It may also, subject to the same general laws, change the site of the whole or part of such cemetery and enlarge it, provided that the total area shall never exceed twelve hectares."

1965 (1st sess.), c. 34, s. 23, replaced. **64.** Section 23 of the Mining Act (1965, 1st session, chapter 34), replaced by section 2 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again replaced by the following:

Maximum staking. **"23.** The holder of a prospector's licence may stake out for each licence a maximum of eighty hectares in unsurveyed territory and a maximum of ninety hectares in surveyed territory."

1965 (1st sess.), c. 34, s. 33, am. **65.** Section 33 of the said act, amended by section 5 of chapter 27 of the statutes of 1970 and by section 6 of chapter 31 of the statutes of 1977, is again amended:

(a) by replacing the first nine lines by the following:

Staking unsurveyed lands. **"33.** In unsurveyed territory, every prospector's licence shall entitle the holder to mark out on the ground one or more but no more than five claims, the sides of which shall be roughly four hundred metres in length and shall run astronomically northward and southward, eastward and westward, and the area of each of which shall be sixteen hectares, in the following manner:"

(b) by replacing paragraph *h* by the following:

"(h) The length of the stakes above ground must be approximately one metre and twenty-five centimetres and their diameter approximately ten centimetres; they must be squared on all four sides for a length of at least thirty centimetres starting from the head; stumps or trees of the required dimensions may be used in place of stakes;"

1965 (1st sess.), c. 34, s. 34, replaced. **66.** Section 34 of the said act is replaced by the following:

Special method of staking. **"34.** In unsurveyed territory where there is no wood from which stakes conformable to the requirements of section 33 can be made, the staker may mark the corners of the claims by means of wooden or metal stakes one metre and twenty-five centimetres high above the ground and at least two centimetres in diameter, on which he shall mark the date of the staking and to each of which he shall fasten securely a metal plate bearing the number of the stake, the number of the claim and the number of his prospector's licence.

Such stakes shall be kept in place by a pile of stone or earth at least seventy-five centimetres in diameter and fifty centimetres high.

Special
method of
staking.

67. Section 35 of the said act, amended by section 6 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended by replacing subsection 2 by the following:

1965 (1st
sess.),
c. 34, s. 35,
am.

“(2) Staked lands may be composed:

Compo-
sition of
staked
lands.

(a) of a whole lot or of several contiguous whole lots, the total area of which does not exceed twenty hectares;

(b) of whole lots or half-lots in the case of lots of more than twenty hectares but less than forty-five hectares in area;

(c) of whole lots, half-lots or quarter-lots in the case of lots of more than forty-five hectares but not more than ninety hectares in area.”

68. Section 37 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1965 (1st
sess.),
c. 34, s. 37,
am.

“**37.** In unsurveyed territory, a parcel of land of less than sixteen hectares situated between claims may be staked by the holders of adjacent claims in such proportions as appear fair to the Minister.”

Un-
surveyed
territory.

69. Section 42 of the said act is replaced by the following:

1965 (1st
sess.),
c. 34, s. 42,
replaced.

“**42.** If any claim is more than eighty kilometres in a straight line from the nearest mining recorder's office, the delay for filing the notice of staking and the licence is increased by one day for every twenty-five kilometres or fraction of twenty-five kilometres above eighty kilometres, but it shall not exceed thirty days.”

Additional
delay.

70. Section 57 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

1965 (1st
sess.),
c. 34, s. 57,
am.

“Nevertheless, the Minister may authorize him, on such conditions as he may prescribe, to extract and ship, each year, to any ore-treatment mill situated in the Province, a quantity of crude ore not exceeding three hundred metric tonnes.”

Exception.

71. Section 60 of the said act is replaced by the following:

1965 (1st
sess.),
c. 34, s. 60,
replaced.

“**60.** The Crown reserves for itself, and does not consider as part of any claim, that part of any river or watercourse which, in its natural state, is capable of developing one hundred and ten kilowatts or more, with in addition twenty metres in width on each side and such additional area as the Lieutenant-Governor in Council may deem necessary for the development and use thereof.”

Water-
power.

1965 (1st
sess.),
c. 34, s. 63,
am.
Maximum.

72. Section 63 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

"The total area comprised in a development licence shall not exceed ninety hectares."

1965 (1st
sess.),
c. 34, s. 65,
replaced.

73. Section 65 of the said act, replaced by section 12 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again replaced by the following:

Annual
rental.

"65. Every person who applies for a development licence must pay an annual rental of sixty cents per hectare. The same shall apply to every application for renewal."

1965 (1st
sess.),
c. 34, s. 73,
replaced.

74. Section 73 of the said act, amended by section 15 of chapter 27 of the statutes of 1970, is replaced by the following:

Annual
rental.

"73. Such application shall be accompanied by payment of an annual rental of two dollars and fifty cents per hectare."

1965 (1st
sess.),
c. 34, s. 74,
am.

75. Section 74 of the said act, amended by section 16 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended by replacing subparagraph *a* of the first paragraph by the following:

"(a) grant to him, on payment of three dollars and seventy-five cents per hectare, a delay of six months to do the work and furnish evidence thereof; or".

Id., s. 78,
am.

76. Section 78 of the said act, replaced by section 18 of chapter 27 of the statutes of 1970, is amended by replacing the first paragraph by the following:

Works con-
centrated.

"78. The holder of a group of contiguous claims the total area of which does not exceed four hundred and eighty hectares may concentrate his work on only a portion of such area and count it as required work with respect to any claim in the group."

1965 (1st
sess.),
c. 34, s. 79,
am.

77. Section 79 of the said act, amended by section 19 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

Appli-
cation.

"This provision shall only apply to an area under licence not exceeding four hundred and eighty hectares."

1965 (1st
sess.),
c. 34, s. 94,
replaced.

78. Section 94 of the said act, amended by section 11 of chapter 31 of the statutes of 1977, is replaced by the following:

Maximum
area.

"94. The total area granted by lease to any one person during a twelve month period must not exceed ninety hectares."

The Lieutenant-Governor in Council may, however, authorize the Minister to increase such area to four hundred hectares.” Exception.

79. Section 97 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following: 1965 (1st sess.), c. 34, s. 97, am. Highway reserve.

“Moreover, there shall be reserved, along any lake or river, a road ten metres in width which shall be included in the reserve of five per cent provided for in section 96.” Highway reserve.

80. Section 98 of the said act is replaced by the following: 1965 (1st sess.), c. 34, s. 98, replaced.

“**98.** The annual rental of a mining lease shall be two dollars and fifty cents per hectare, payable in advance each year.” Annual rental.

81. Section 102 of the said act is replaced by the following: 1965 (1st sess.), c. 34, s. 102, replaced.

“**102.** When the Minister so allows a delay to commence operations, the annual rental shall be increased to five dollars per hectare for the third and fourth years, seven dollars and fifty cents per hectare for the fifth and sixth years, ten dollars per hectare for the seventh and eighth years, twelve dollars and fifty cents per hectare for the ninth and tenth years and fifteen dollars per hectare thereafter.” Increase of rental.

82. Section 103 of the said act is replaced by the following: 1965 (1st sess.), c. 34, s. 103, replaced.

“**103.** When adjacent lands not exceeding two thousand hectares in all have been leased by separate mining leases to the same person and can be regarded as one and the same undertaking, the Minister may allow the required operations to be concentrated on one of such lands.” Adjacent lands.

83. Section 116 of the said act is replaced by the following: 1965 (1st sess.), c. 34, s. 116, replaced.

“**116.** Any person applying for a mining concession shall annex to his application the required documents and the price fixed, namely, seventy-five dollars per hectare.” Procedure.

84. Section 119 of the said act is amended: 1965 (1st sess.), c. 34, s. 119, am.

(a) by replacing the first paragraph by the following:

“**119.** All mining concessions other than those the letters patent whereof were issued before 1 July 1911 shall be subject to an annual tax of two dollars and fifty cents per hectare.”; Annual tax.

(b) by replacing the third paragraph by the following:

“The Minister shall remit such tax upon proof that exploration work or mining operations of a cost of twenty-five dollars per Remittance.

hectare have been carried out on each concession, or according to section 103."

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 123,
replaced.
Water-
powers
reserved.

85. Section 123 of the said act is replaced by the following:

"**123.** From and after 15 March 1928, the water-powers capable of supplying one hundred and ten kilowatts, or over, comprised in a mining concession, with, in addition, from and after 27 May 1937, an allowance of twenty metres in width on each side of the said water-powers, and any additional area which the Lieutenant-Governor in Council may deem necessary for their development and utilization are reserved to the Crown."

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 124, am.
Highway
reserve.

86. Section 124 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

"Along the edge of such lakes or rivers, the Crown also reserves for itself a right for a road on a strip ten metres in width which is included in the reserve of five per cent."

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 141,
replaced.
Land
covered.

87. Section 141 of the said act is replaced by the following:

"**141.** The land covered must be in one block and its area must not exceed twenty-five thousand hectares."

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 142,
replaced.
Rental.

88. Section 142 of the said act is replaced by the following:

"**142.** The licensee shall pay to the Minister, before the beginning of each year, a rental of eight cents per hectare."

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 143, am.

89. Section 143 of the said act, amended by section 9 of chapter 36 of the statutes of 1968 and by section 29 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended by replacing subparagraphs *a* to *e* of the first paragraph by the following:

"(a) first year: fifty cents per hectare; minimum, three thousand dollars;

(b) second year: one dollar per hectare; minimum, six thousand dollars;

(c) third year: one dollar and fifty cents per hectare; minimum, nine thousand dollars;

(d) fourth year: two dollars per hectare; minimum, twelve thousand dollars;

(e) fifth year: two dollars and fifty cents per hectare; minimum, fifteen thousand dollars."

Id., s. 144,
am.

90. Section 144 of the said act, amended by section 10 of chapter 36 of the statutes of 1968 and by section 30 of chapter 27

of the statutes of 1970, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

"The Lieutenant-Governor in Council may by regulation reduce to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year the amount of the rental and the cost of the required work whenever a company or corporation duly authorized to carry on its operations in the province of Québec holds five or more contiguous licences of a total area of at least one hundred thousand hectares in the electoral districts of Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé, Bonaventure, Rivière-du-Loup, Témiscouata and Îles de la Madeleine (Magdalen Islands), the Island of Anticosti, the St Lawrence River and Gulf in front of such districts, the territory of Abitibi and New Québec."

Reduction
in certain
cases.

91. Section 146 of the said act is replaced by the following:

"**146.** The Minister shall grant the renewal on payment of the annual rental, which shall then be forty cents per hectare."

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 146,
replaced.
Condition.

92. Section 147 of the said act, amended by section 11 of chapter 36 of the statutes of 1968 and by section 31 of chapter 27 of the statutes of 1970, is replaced by the following:

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 147,
replaced.

"**147.** The licensee must, during the period of each renewal, carry out or cause to be carried out, to the satisfaction of the Minister, in the territory covered by his licence or in any neighbouring territory determined in accordance with section 138, exploration work consisting of geological or geophysical surveys, tests or the drilling of wells or test holes, in conformity with the regulations, at the following cost: two dollars and fifty cents per hectare; minimum, twenty thousand dollars."

Duties of
licensee.

93. Section 151 of the said act, amended by section 32 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 151, am.

"However, a licensee who has not done the required work during the first year may, during the second year, do the required work for both years for an additional rental of fifteen cents per hectare."

Additional
rental.

94. Section 154 of the said act is replaced by the following:

"**154.** Lands so grouped together must be contiguous or located partly within a radius of forty kilometres."

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 154,
replaced.
Conditions.

95. Section 155 of the said act is replaced by the following:

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 155,
replaced.

Total area. **“155.** The total area must not exceed seventy-five thousand hectares except in a case contemplated in the second paragraph of section 144, when it must not exceed two hundred and fifty thousand hectares.”

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 163,
replaced.
Extension. **96.** Section 163 of the said act is replaced by the following:

“163. The holder of an exploration licence shall be entitled to obtain, when necessary, upon written application to the Minister and payment of forty cents per hectare, a sufficient extension so that his licence shall remain in force six months from the day of the discovery of petroleum or natural gas in commercial quantities.”

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 168, am.
Area. **97.** Section 168 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

“The area must not be less than two hundred hectares, except by consent of the Minister, nor shall it exceed two thousand hectares.”

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 173,
replaced.
Rental. **98.** Section 173 of the said act is replaced by the following:

“173. The holder shall pay to the Minister, before the beginning of each year of the lease, a rental of two dollars and fifty cents per hectare in addition to the royalties.”

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 175,
replaced.
Author-
ization to
group
leases. **99.** Section 175 of the said act is replaced by the following:

“175. The Minister, on written application, may authorize in writing the holder of several operating leases to group them together for the carrying out of drilling on the following conditions:

(a) that the lands covered are located, in whole or in part, within a radius of twenty kilometres; and

(b) that the total area does not exceed four thousand hectares.”

1965 (1st
sess.),
c. 34,
s. 185, am. **100.** Section 185 of the said act is amended by replacing paragraph c by the following:

“(c) the residual area is at least two hundred hectares, saving special authorization.”

Id., s. 239,
am. **101.** Section 239 of the said act, amended by section 25 of chapter 54 of the statutes of 1972, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

239. The Ministre des transports is fully empowered to remove from the sites of mining roads and their vicinity the timber, stone, earth, gravel and sand necessary for the construction and maintenance thereof and to cut down all trees within a distance of ten metres from both sides of the site, without being obliged to pay any indemnity." Materials.

102. Section 270 of the said act, amended by section 25 of chapter 36 of the statutes of 1968 and by section 24 of chapter 31 of the statutes of 1977, is again amended by replacing subparagraphs *a* and *b* of the first paragraph by the following: 1965 (1st sess.), c. 34, s. 270, am.

"(a) in the territory of New Québec, with the following restrictions:

- i) the territory covered shall not be less than sixty-five nor more than four hundred square kilometres;
- ii) the duration of such licence shall not exceed ten years;
- iii) the annual rental shall not be less than sixty dollars per square kilometre;

(b) in alluvial deposits throughout the Province, with the same restrictions except with respect to the minimum area of the territory covered, which shall not be less than two square kilometres."

103. Section 1 of the Cultural Property Act (1972, chapter 19), amended by section 98 of chapter 14 of the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraph *j* by the following: 1972, c. 19, s. 1, am.

"(j) "protected area": an area whose perimeter is one hundred and fifty-two metres from a classified historic monument or archaeological site;" "protected area";

104. The Government, by regulation, may amend any statutory instrument in order to substitute international units of measurement (SI) for Canadian units of measurement therein. Amendment of statutory instrument.

For the purposes of the first paragraph, a number may be added to or deducted from the unit of measurement substituted in order to obtain a whole number or a simple unit of measurement. Addition or deduction of number.

105. The Government, by regulation, may identify the standards to be applied to ensure the correct use in the government departments and agencies of the international system of units (SI) and other customary units, and may fix the date from which these standards are to apply. Regulations to identify standards.

106. Every regulation made under section 104 or 105 comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date fixed therein. Coming into force of regulations.

Minister
respon-
sible.

107. The Ministre de l'industrie et du commerce is responsible for the application of this act.

Coming
into
force.

108. This act shall come into force on the day of its sanction, except sections 26 to 33, which shall come into force on 1 January 1978, and sections 16, 18 and 19, which shall come into force on the date fixed by proclamation of the Government.